



REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, PROGRAMMES & PARTENAIRES POTENTIELS

CAMEROUN – ANNEXES

ALTAI CONSULTING POUR LE FFU – 2022



Financé par
l'Union européenne



TABLE DES MATIERES

1. Liste des acteurs rencontrés	3
2. Fiches Partenaires	6
2.1. <i>Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle</i>	6
CENTRES DE FORMATION INNOVANTS	6
Fiche Partenaire 1 : Centre de Formation Professionnelle d'Excellence (CFPE) de Douala	6
Fiche Partenaire 2 : Centre d'Incubation Pilote (CIP)	10
Fiche Partenaire 3 : Institut Agricole d'Obala (IAO)	14
Fiche Partenaire 4 : MECA Auto NCY MOTORS	16
PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	18
Fiche Partenaire 5 : CMPJ Rémy	18
Fiche Partenaire 6 : CMPJ Madagascar	21
Fiche Partenaire 7 : Programme PARI-JEDI	24
Fiche Partenaire 8 : CMPJ Douala	26
PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ	28
Fiche Partenaire 9 : CIS Formation et CIS Santé	28
Fiche Partenaire 10 : Institut Supérieur d'Enseignement Managérial et Technologique (ISEMT)	31
Fiche Partenaire 11 : Université Jagora	33
Fiche Partenaire 12 : Institut Supérieur de Technologie le Bon Berger	35
Fiche Partenaire 13 : Heritage Higher Institute of Peace and Development Studies (HEHIPEDS)	37
Fiche Partenaire 14 : Institut Supérieur de Management et des Technologies Industrielles (ISMTI)	39
Fiche Partenaire 15 : Institut Supérieur de Technologie de l'Ontario (ISTO)	41
Fiche Partenaire 16 : Institut Supérieur des Sciences Biologiques et Appliquées (ISSBA)	43
2.2. <i>Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers</i>	45
Fiche Partenaire 17 : Programme PEA-Jeunes	45
Fiche Partenaire 18 : Graines de Talent (GDT)	48
Fiche Partenaire 19 : Caisse d'Epargne et de Crédit (CEC)	51
2.3. <i>Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat</i>	53
Fiche Partenaire 20 : Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat (BSTP)	53
Fiche Partenaire 21 : Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME)	57
Fiche Partenaire 22 : Fonds National de l'Emploi (FNE)	59
2.4. <i>Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables</i>	62
Fiche Partenaire 23 : Projet Intégré pour la Promotion de l'Auto-Développement (PIPAD)	62
Fiche Partenaire 24 : Trauma Center	64
3. Fiches Acteurs	66
Fiche Acteur 1 : Agence Française de Développement (AFD)	66
Fiche Acteur 2 : Deutsche Gesellschaft für Zusammenarbeit (GIZ)	71
Fiche Acteur 3 : Banque Africaine de Développement (BAD)	75
Fiche Acteur 4 : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONU/IDI)	78
Fiche Acteur 5 : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	80
Fiche Acteur 6 : Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM)	83
Fiche Acteur 7 : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	86
4. Liste des documents collectés et exploités	88

1. LISTE DES ACTEURS RENCONTRES

Les différents témoignages ont été recueillis sur consentement verbal et conformément aux principes de confidentialité et d'anonymat.

Type d'acteur	Organisation	Position	Date de la rencontre
FFU	DUE	Chargés de programme migration et secteur privé	28/09/2022
FFU	DUE	Chargé de programme secteur privé	03/10/2022
Partenaire Gouvernemental	APME	Sous-direction de l'audit, de la qualité et de la performance	06/10/2022
Partenaire Gouvernemental	BSTP	Directeur	12/10/2022
Partenaire Gouvernemental	CIOP Douala	Directeur	13/10/2022
Partenaire Gouvernemental	CIOP Yaoundé	Directeur	27/10/2022
Partenaire Gouvernemental	CMPJ Rémy	Directrice de centre	05/10/2022
Partenaire Gouvernemental	FNE	Direction Yaoundé	10/11/2022
Partenaire Gouvernemental	MINADER	Responsable partenariat OIM	05/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINAS	Point Focal OIM	06/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINAT	Responsable accueil au retour	04/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINEFOP	Chef de cellule de lutte contre le chômage	10/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINEPAT	Chef de l'unité HIMO	10/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINEPIA	Responsable partenariat OIM et directeur technique	05/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINJEC	Responsable du programme PARI-JEDI	05/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINPMEESA	Chef de la cellule coopération	07/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINREX	Chef de service en charge des relations avec l'OIM	13/10/2022
Partenaire Gouvernemental	MINREX	Chef du service des relations entre le Cameroun et l'Union européenne	18/10/2022
Partenaire Gouvernemental	ONJ	Coordinateur National	29/09/2022

PTF	AFD	Chargée de projets – Formation professionnelle et Emploi	14/10/2022
PTF	BAD	Chargé supérieur du développement social	10/10/2022
PTF	BAD	Économiste pays principal	13/10/2022
PTF	BIT	Statisticien Économiste en charge de l'emploi et du développement productif	18/11/2022
PTF	FAO	Chargé des politiques agricoles	14/11/2022
PTF	GIZ	Chef de projet PARSE	14/10/2022
PTF	MIEUX+	Chargé de projet - Point focal Afrique centrale et Afrique de l'Ouest	25/10/2022
PTF	OIM	Chef de Mission et Chef de projet réintégration	30/09/2022
PTF	ONUDI	Représentant du bureau Cameroun pour l'Afrique centrale et Coordinateur national pour la promotion des investissements au Cameroun	03/10/2022
PTF	PNUD	Responsable résilience, chargé de projet 'Accelerator Lab', chargé de projet RFF, et chargé de projet 'Youth Connekt'	06/10/2022
PTF	UNCDF	Spécialiste du secteur financier en charge des questions migratoires	10/10/2022
Entreprise	GICAM	Directeur	14/10/2022
Entreprise	SIFA	Directeur	11/10/2022
Centre de formation professionnelle	<i>Cameroon Bilingual Higher Institute</i>	Directeur	18/10/2022
Centre de formation professionnelle	Centre de formation professionnelle MECA auto NCY MOTORS	Directeur	27/10/2022
Centre de formation professionnelle	Centre de technologie de la petite hydro-électricité (Centre d'incubation de l'Ecole Nationale Polytechnique de Yaoundé)	Directeur	27/10/2022
Centre de formation professionnelle	CFPE Douala	Directeur	10/10/2022
Centre de formation professionnelle	CIS Formation	Directeur Yaoundé	29/09/2022
Centre de formation professionnelle	CMPJ Douala	Directeur	14/10/2022

Centre de formation professionnelle	CMPJ Madagascar	Directeur	29/09/2022
Centre de formation professionnelle	École Supérieure de Commerce et de Gestion (ESCG)	Directeur	06/10/2022
Centre de formation professionnelle	<i>Heritage Higher Institute of Peace and Development Studies</i>	Directeur	07/10/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Agricole d'Obala	Directeur	10/11/2022
Centre de formation professionnelle	Institut de Formation Paul Momo	Directeur de l'établissement	29/09/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Supérieur d'Enseignement Managérial et Technologique (ISEMT)	Directeur	05/10/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Supérieur de Management et des Technologies Industrielles (ISMTI)	Directeur	05/10/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Supérieur de Technologie de l'Ontario (ISTO)	Directeur	06/10/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Supérieur des Sciences Biologiques et Appliquées (ISSBA)	Directeur	06/10/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Universitaire Jagora	Direction	04/10/2022
Centre de formation professionnelle	Institut Université Le Bon Berger	Directeur	05/10/2022
OSC	ARCHIPELAGO	Point Focal ARCHIPELAGO à la CCIMA	07/10/2022
OSC	CIP	Directeur	11/10/2022
OSC	Graine de Talents	Responsable pédagogique et des formations ; et Conseiller Technique en charge du comité de structuration des incubateurs	04/10/2022
OSC	PEA-Jeunes	Chargé de la composante finance rurale	10/10/2022
OSC	Projet Intégré pour la Promotion de l'Auto-Développement (PIPAD)	Volontaire	26/09/2022
OSC	Trauma Center	Médecin traitant	26/09/2022

2. FICHES PARTENAIRES

Les Fiches Partenaires présentent les partenaires potentiels en mesure de participer à la réintégration des migrants de retour dans le cadre des prochaines phases de programmation de l'Union européenne. Elles ont été sélectionnées sur la base d'un ensemble de critères incluant :

- La qualité de l'accompagnement proposé mesurée par le taux d'insertion sur le marché de l'emploi des bénéficiaires de ces institutions ;
- L'adéquation des critères de sélection des bénéficiaires avec le profil des migrants de retour ;
- L'expérience de ces institutions dans l'accompagnement de publics vulnérables ;
- La disponibilité à court ou moyen terme de ces institutions à intégrer des migrants de retour dans leur programmation.

2.1. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle

CENTRES DE FORMATION INNOVANTS

Fiche Partenaire 1 : Centre de Formation Professionnelle d'Excellence (CFPE) de Douala

Centre de Formation Professionnelle d'Excellence (CFPE) de Douala	
Pays	Cameroun
Région	Littoral
Ville	Douala
Structure	
Type de structure	Établissement public placé sous tutelle du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP)
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Les financements du ministère constituent la principale source de permettant d'assurer les frais de fonctionnement : salaires des enseignants, charges, matières premières et équipements pour les apprenants, etc. • Les frais de scolarité.
Organisation et gouvernance	<p>La gouvernance est assurée par les organes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un directeur ; • Un conseil de direction en charge de valider les formations et les décisions courantes ; • Le département de la formation ; • Le département administratif et financier ; • Le département du marketing et des relations publiques ; • Le département de la maintenance.
Coût	<p>Le coût des formations varie selon les filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 500 000 FCA par an pour les filières industrielles ; • 450 000 FCFA par an pour les filières informatiques ; • 350 000 FCFA pour la filière bureautique. • Il existe également des formations courtes, 'à la carte' dont le prix est fixé selon la durée et le contenu de la formation, déterminés au début de la prise en charge en fonction d'une analyse de besoins.

Profil des bénéficiaires actuels	La plupart des apprenants sont des jeunes en échec scolaire ou non scolarisés.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Le CFPE a la capacité d'accueillir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 420 apprenants pour la formation professionnelle initiale ; • 420 apprenants pour la formation continue (dont une partie est effectuée en entreprise). <p>Le centre dispose de dortoirs féminins et masculins, ainsi qu'un restaurant. Plus de 300 000 dossiers ont été étudiés en 9 ans, ce qui représente plus de 30 000 candidatures chaque année.</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Les différents canaux de communication du centre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réseaux sociaux (et un site web dédié) ; • Des support papier : affiches et banderoles dans Douala ; • Publicités à travers les médias traditionnels (Radio, TV) ; • Annonces dans les lieux de cultes (églises et mosquées).
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Le centre propose plusieurs filières de formation pour les métiers des secteurs secondaires et tertiaires.</p> <p>Métiers industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Électronique industrielle ; • Électrotechnique (3 filières) ; • Fabrication mécanique (4 filières) ; • Froid et climatisation ; • Métiers du bois (2 filières) ; • Technologies automobile (3 filières) ; • Plomberie et tuyauterie industrielle ; • Soudure et chaudronnerie ; • Métiers de l'esthétique et de la cosmétologie (3 filières) ; • Stylisme et modélisme ; • Hôtellerie et restauration. <p>Métiers dans le secteur des services :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Métiers de la bureautique (5 filières) ; • Métiers du multimédia (5 filières).
Conditions d'entrée	<p>Dans le cadre de la formation initiale à l'issue de laquelle sont délivrés les Diplômes de Technicien Supérieur (DTS), les apprenants doivent disposer des qualifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un baccalauréat technique pour les métiers industriels ; • Un baccalauréat général pour les métiers du tertiaire. <p>Pour la formation continue à l'issue de laquelle sont délivrés les Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) et les Diplômes de Qualification Professionnelle (DQP), les apprenants doivent disposer des qualifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un Brevet d'Étude du Premier Cycle (BEPC) ; • Un Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP). <p>NB : les apprenants ne disposant pas des qualifications requises peuvent néanmoins participer aux formations. Cependant, à l'issue des formations ils n'obtiennent pas le même diplôme : leur est seulement remise une 'Attestation de Fin de Formation'.</p>

	La sélection est opérée sur concours, à l'exception de la filière bureautique (examen du dossier de candidature).
Déroulé des formations	<p>Les formations validées par le MINEFOP suivent un modèle standard de 12 mois comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 mois de formation au centre (75 à 80% de pratique sur des machines et installations industrielles et 25 à 20% de théorie). Chaque filière dispose d'une salle de cours ainsi que d'une salle de machine bénéficiant d'équipements de qualité) ; • 2 mois de stage en entreprise. <p>Pour la filière mécanique automobile et la filière métier du bois, la formation est effectuée en alternance. C'est notamment le cas des formations financées dans le cadre du projet ARCHIPELAGO qui se déroulent sur une période de quatre mois.</p>
Fréquence des cohortes	La fréquence des cohortes est annuelle.
Dominante	La pratique domine dans toutes les filières.
Alphabétisation	Un soutien ponctuel peut être apporté aux apprenants ne sachant pas lire et écrire. Dans ces cas, le Centre fait appel à des professionnels externes en début de formation.
Curricula	<p>Trois types de <i>curricula</i> sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les <i>curricula</i> développés par la KOIKA (coopération Coréenne) lors de la création du centre et adaptés au contexte local ; • Le <i>curriculum</i> développé dans le cadre du projet ARCHIPELAGO (formation en alternance pour la filière mécanique automobile). • Pour les autres filières, les programmes suivis sont ceux du MINEFOP.
Formateurs	En majorité des professionnels issus du monde de l'entreprise, mais aussi des enseignants de lycées techniques et d'universités.
Certification	<p>Le centre est certifié par le MINEFOP et délivre quatre types de diplômes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certificat de Qualification Professionnelle ; • Diplôme de Qualification professionnelle ; • Diplôme de technicien Supérieur ; • Attestation de fin de formation.
Perdiem et taux de déperdition	<ul style="list-style-type: none"> • 20% de taux de déperdition ; • Le centre accompagne quelques étudiants boursiers du MINEFOP et de CARITAS.
Suivi post-formation	Le suivi post-formation est assuré par le département communication et marketing. Il existe une base de données de tous les anciens étudiants.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • 60% de taux d'insertion pour les emplois salariés et 30% pour l'auto-emploi ; • 100% pour les reconversions et requalifications professionnelles. • Pour certaines filières comme celles des métiers du bois et de la coiffure/cosmétologie, le taux d'insertion professionnel est de 100%.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le centre a déjà collaboré avec l'OIM et dans ce cadre a pris en charge 20 migrants de retour en 2020/2021.
Capacité d'absorption	Le centre a une capacité d'accueil de 840 étudiants par an (laquelle ne permet pas de répondre à la demande actuelle). Faute de place, certains cours sont même dispensés dans des tentes à l'extérieur du centre.

Partenariat avec le secteur privé	40 entreprises partenaires recrutent les diplômés dans le cadre de stages ou d'emplois salariés.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Partenariat en cours avec le Fonds National de l'Emploi (FNE), et avec deux agences de placement : Emploi Service et Service RH.
Remarques	
Défis exprimés	<p>Le centre rencontre des difficultés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La maintenance des équipements actuels ; • L'achat de nouveaux équipements ; • Le renforcement des capacités des enseignants.
Contacts	
Point focal	M. ADAMOUBOBBO – Directeur
Contact	699 314 529 / 677653741

Fiche Partenaire 2 : Centre d'Incubation Pilote (CIP)

Centre d'Incubation Pilote (CIP)	
Pays	Cameroun
Région	Littoral
Ville	Douala
Structure	
Type de structure	Structure technique de la Chambre de Commerce – Autonome.
Financements actuels / principaux	<p>Les financements actuels sont assurés dans le cadre de trois projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financements assurés par la BAD (18 mois sous le projet PDCVA mi 2022-fin 2023. Le projet a finalement démarré en 2022 après de multiples reports du financement au cours des trois dernières années) ; • Financements assurés dans le cadre du PEA Jeunes : clôturé cette année (2017-2022) ; • Financements dans le cadre du projet ARCHIPELAGO (2020-2023). <p>À terme, il est prévu que les apprenants co-financeront leurs formations en partenariat avec la Chambre de commerce, selon le modèle suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les apprenants financent l'achat des matières premières (comme sur le modèle existant du PEA Jeunes) ; • La Chambre de commerce finance les professionnels mobilisés en tant que formateurs.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Le centre est dirigé par un directeur et un comité de pilotage de la Chambre de Commerce ; • Un premier centre pilote a été créé en juillet 2010 afin de développer les initiatives de transformation de matière première agricole et éviter les pertes post-production ; • Un centre de seconde génération a été inauguré sur le site actuel le 22 décembre 2020.
Coût des formations	<ul style="list-style-type: none"> • Le coût total d'une formation s'élève à 1,5 million FCFA ; • Les apprenants ne s'acquittent que du coût des matières premières : 75 000 FCFA (modèle existant, mis en œuvre dans le cadre du PEA Jeunes).
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • BAD : Programme de développement de la chaîne de valeur : BAC+2 (en partenariat avec IITA) ; • PEA Jeunes : différents profils, y compris non-diplômés ; • ARCHIPELAGO : différents profils, y compris non-diplômés.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • 215 apprenants ont été enrôlés au cours des cinq dernières années (prenant en compte un ralentissement d'activités significatif en marge de la crise liée à la pandémie de COVID-19). • La future planification sur cinq ans prévoit une augmentation des places disponibles sur la période 2023-2028.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Appels à candidature dans les journaux (principalement).

Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Quatre filières de formation / soutien à l'insertion professionnelle sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation professionnelle (ARCHIPELAGO) ; • Incubation de projets d'entreprise (BAD et PEA-Jeunes) ; • Pépinière d'entreprises déjà existantes ; • Recherche et développement dans le cadre d'un partenariat établi avec l'Université de Douala (des étudiants peuvent être détachés auprès du centre pour travailler au solutionnement et/ou à l'amélioration des techniques de production).
Conditions d'entrée	Sélection des candidatures par un panel de sélection interne au CIP.
Déroulé des formations	<p><u>Formation professionnelle</u> : des formations sont proposées dans le cadre du programme ARCHIPELAGO. Ces formations incluent quatre mois de formation duale (apprentissage en alternance avec une semaine effectuée au centre, puis deux en entreprise). Au total, cinq semaines sont passées au centre et 11 en entreprise (70% de pratique et 30% de théorie).</p> <p><u>Incubation d'entreprise</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de la programmation de la BAD : Le <i>curriculum</i> (6 mois) se fonde sur la création d'une entreprise pilote développée au sein du CIP. Quatre à cinq élèves participent au fonctionnement de l'entreprise pilote. Le programme de formation se fonde sur une rotation de ces élèves à différents postes clefs au sein de l'entreprise ; • Dans le cadre de la programmation PEA-Jeunes : Suivi du programme d'incubation du BIT proposé dans tous les centres participant au programme. La période d'incubation prévoit 22% de cours théoriques et 78% de pratique sur 11 semaines au total. <p><u>Pépinière d'entreprises</u> : les entreprises peuvent demander un accompagnement et un accueil sur le site du CIP, allant de six mois à deux ans.</p>
Fréquence des cohortes	<ul style="list-style-type: none"> • ARCHIPELAGO : quatre cohortes de 20 personnes étalées sur 18 mois de mise en œuvre. Les formations dispensées portent sur la transformation des produits agricoles (alors que celles dispensées par le CFPE portent sur la formation en mécanique) ; • BAD : quatre cohortes/an ; • PEA-Jeunes : quatre cohortes de 25 apprenants / an. Il est prévu que la fréquence de ces cohortes soit maintenue à l'issue du projet et que celles-ci soient financées sur la base du nouveau modèle de financement établi (co-financement Chambre de Commerce / apprenants).
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations sont majoritairement tournées vers la pratique, ce qui est rendu possible par la présence d'un plateau technique de qualité et d'une usine-école.
Alphabétisation	Un accompagnement spécifique des plus vulnérables est disponible en parallèle de la formation et du coaching.
Curricula	Dans le cadre du PEA-Jeunes, le CIP suit le curriculum établi par le BIT. Dans le cadre des autres programmations, les <i>curricula</i> sont conçus de manière <i>ad hoc</i> pour chacun des projets.
Formateurs	Les formateurs sont des professionnels issus des secteurs dans lesquels ils enseignent.
Certification	Pas de certification disponible dans le cadre du soutien à l'incubation. Un certificat de participation est remis aux apprenants dans le cadre de la formation professionnelle du programme ARCHIPELAGO.

Perdiem et taux de déperdition	10% de taux de déperdition en moyenne, avec de fortes variations cependant selon les cohortes.
Suivi post-formation	Un coaching est proposé pour l'ensemble des incubés en fonction de leurs besoins. Ce coaching se déroule sur deux années au maximum.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Dans le cadre du soutien à l'incubation d'entreprises, 215 jeunes ont été accompagnés au cours des cinq dernières années. Ce soutien a permis la création de 135 entreprises toujours actives et la création de 310 emplois directs.
Partenariats	
Capacité d'absorption	Au cours des cinq prochaines années, le CIP vise à doubler le nombre de bénéficiaires pris en charge (les effectifs au cours des cinq dernières ayant été limités par la pandémie de COVID-19).
Partenariat avec le secteur privé	Dans le cadre du projet ARCHIPELAGO, les apprenants peuvent être placés en entreprise à travers le réseau de la Chambre de Commerce.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Des synergies sont créées entre les différents programmes mis en œuvre au centre : le recrutement des apprenants formés dans le cadre du projet ARCHIPELAGO par les entreprises créées avec le soutien de la BAD et/ou du PEA-Jeunes est facilité.
Remarques	
Défis exprimés	<p>Des difficultés de financement ont été rencontrées dans le cadre du PEA-Jeunes : l'apport sollicité de la part des apprenants et les investissements nécessaires à l'acquisition du matériel de transformation des aliments étaient trop importants pour des entreprises en phase de démarrage. (Le modèle du PEA-Jeunes s'appuie sur un mécanisme de financement comprenant 10% d'apport de la part du porteur de projet, 40% pris en charge par le programme et 50% sous forme de prêts). Or,</p> <ul style="list-style-type: none"> • La part financée par le programme s'est avérée insuffisante pour couvrir l'acquisition des équipements. Par conséquent, les bénéficiaires ont eu recours au crédit productif avant le démarrage de la phase de production, si bien que les entreprises étaient en difficulté pour rembourser leurs mensualités avant même la commercialisation des produits ; • Par conséquent, un taux de recouvrement faible des prêts souscrits. <p>Pour les futures cohortes, le CIP envisage de mettre en place un fond de financement 'revolving' dans le cadre d'un partenariat avec le MINEPAT. Le remboursement des prêts serait échelonné et ne démarrerait qu'au début de la deuxième année de production.</p>
Perspectives de développement des incubateurs au niveau national	<p>A l'heure actuelle, il existe trois initiatives de formalisation des réseaux d'incubateurs au Cameroun :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un réseau d'incubateurs en cours de formation au niveau national ; • Le MINPMESSA s'appuie sur le réseau du PEA Jeunes pour accorder les agréments aux incubateurs d'entreprise ; • L'objectif de la Chambre de Commerce est de créer un réseau d'incubateurs sur le modèle du CIP.
Contacts	
Point focal	Samuel YEMENE – Directeur
Contact	+237 677 73 98 18 sayemene@yahoo.fr



Fiche Partenaire 3 : Institut Agricole d'Obala (IAO)

Institut Agricole d'Obala (IAO)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Obala
Structure	
Type de structure	Structure privée créée en 2002.
Financements actuels / principaux	<p>L'IAO est principalement financé à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les frais de scolarité des étudiants ; • Le soutien financier de PTF dans le cadre de projets spécifiques (notamment le projet ARCHIPELAGO ainsi que dans le cadre de l'aide au développement de la Suisse, d'Israël, et de la France).
Organisation et gouvernance	Le groupe IAO est dirigé par un Directeur Général et les orientations stratégiques définies par un conseil d'administration réunissant les membres de l'association fondatrice, des représentants du MINEFOP, du MINADER, et du Canton du Jura (France), lequel est le principal PTF.
Coûts des formation	Le coût moyen des formations s'élève à 250 000 FCFA par an et par étudiant (incluant à la fois les frais de formation et le matériel). Le coût maximal ne dépasse pas 380 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	La plupart des apprenants sont diplômés du Certificat d'Études Primaires (CEP) ou du Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) et ont acquis une expérience pratique dans le domaine agricole.
Capacité totale	L'IAO a une capacité d'accueil 50 de apprenants par cohorte pour les formations duales (de courte durée) et de 1 500 pour le cycle technique et général (de longue durée).
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>L'institut utilise trois canaux de communication principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réseaux sociaux ; • Les supports papiers (affiches publicitaires dans la région) ; • Les journées portes ouvertes au sein de l'institut.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Deux types de cursus sont proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les formations de courte durée</u> : ces formations s'effectuent en alternance sur une durée maximale de six mois. Elles sont proposées aux apprenants ne souhaitant pas effectuer de formations longues. Elles sont aussi disponibles pour les producteurs en activité souhaitant renforcer leurs capacités dans des domaines spécifiques afin d'accroître la performance de leurs exploitations. A l'issue de ces formations, l'IAO délivre une attestation de participation ; • <u>Le cycle technique long</u> : ce cycle propose les mêmes filières que celles dispensés dans le cadre de formations courtes. Cependant celles-ci peuvent durer jusqu'à sept ans. A leur issue, les apprenants obtiennent un CAP, un BEPC, ou un Baccalauréat. <p>Les formations sont structurées autour de quatre filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La gestion d'exploitation ;

	<ul style="list-style-type: none"> • La production animale (porcs, poulets, œufs, aulacodes, escargots, poissons, abeilles) ; • La production végétale (maraîchage, manioc, cacao, macabo, soja, banane plantain) ; • La transformation (boulangerie, jus, cacao, alimentation du bétail).
Conditions d'entrée	<p>La sélection s'effectue en fonction du type de formation suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les formations courtes : sur dossier ; • Pour les formations longues : sur concours pour les jeunes disposant d'un niveau CEP ou CM2 ; et sur dossier pour les candidats diplômés du BEPC.
Déroulé des formations	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les formations courtes : la formation peut durer six à neuf mois. L'apprenant sélectionne une filière majeure et deux mineures ; • Pour les formations longues (avec CEP), la formation se déroule sur 7 ans ; • Pour les formations longues (avec BEPC), la formation se déroule sur 3 ans.
Fréquence des cohortes	Une cohorte / an (septembre).
Dominante (pratique ou théorique)	40% de théorie et 60% de pratique pour l'ensemble des filières.
Alphabétisation	Pas de soutien spécifique.
Curricula	Les <i>curricula</i> sont issus des programmes officiels du MINEFOP.
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre des cycles courts : les formateurs sont des professionnels travaillant à leur propre compte ; • Dans le cadre des cycles longs : les formateurs sont des enseignants vacataires issus des lycées et collège publics.
Certification	L'institut délivre les diplômes du ministère de l'Enseignement Secondaire et du MINEFOP.
Perdiem et taux de déperdition	L'IAO offre des bourses d'excellence aux meilleurs élèves. Le montant de cette bourse varie en fonction du nombre de boursiers. Les bourses proposées pour l'année 2022 s'élevaient à 80 000 FCFA pour l'année.
Suivi post-formation	Une équipe en interne se charge du suivi des personnes formées jusqu'à leur installation. Ce suivi s'effectue de manière informelle (pas de base de données).
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	D'après les représentants du centre, 80% des diplômés sont en activité, généralement à leur propre compte.
Partenariats	
Capacité d'absorption	500 places supplémentaires pourraient être envisagées.
Partenariat avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Pas de partenariat mis en place à l'heure actuelle.
Remarques	
Défis exprimés	Le centre manque de moyens financiers pour assurer sa croissance, notamment via des formations courtes.
Contacts	
Point focal	M. NDJIE Louis ; Mme GUEFFO Tatiana ; M. NGWACK Frederic Simon
Contact	677548294 / 698787243 / 696148703

Fiche Partenaire 4 : MECA Auto NCY MOTORS

Centre de formation professionnelle MECA Auto NCY MOTORS	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Établissement privé
Financements actuels / principaux	<p>Les principaux financements du centre proviennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des recettes de prestations de services (réparation de voitures) : 30% ; • Des frais de scolarité des apprenants : 40% ; • Des financements de partenaires publics et privés (30%). Cela inclut un partenariat avec le projet ARCHIPELAGO dans le cadre duquel sont organisés des cursus de formation courts en alternance.
Organisation et gouvernance	Le centre est dirigé par un PDG, lequel est assisté par un Directeur administratif et financier, un comptable, un responsable des ressources humaines et un responsable des ateliers.
Coût	Le montant d'une formation se situe entre 500 000 et 600 000 FCFA par an.
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Le centre est ouvert à plusieurs types de profils :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des apprenants diplômés du CEP, BEPC ou du BAC ; • Des apprenants non diplômés ; • Des actifs souhaitant renforcer leurs capacités.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le centre compte 300 apprenants à Douala. Au cours des trois prochaines années, il est prévu que le centre se déploie dans 10 nouvelles localités et accroisse sa capacité d'accueil à 3 000 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Pour sa communication, le centre utilise les canaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supports papiers ; • Réseaux sociaux ; • Médias traditionnels (TV et radio) ; • Journées portes-ouvertes.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> • Finition, peinture automobile ; • Tôlerie automobile ; • Électronique et électricité automobile ; • Mécanique automobile des véhicules légers diesel et essence ; • Réception, vente de pièces automobile ; • Sécurité, climatisation et confort automobile ; • Chauffeur professionnel ; • Chauffeur mécanique.
Conditions d'entrée	La sélection s'opère sur examen des dossiers, suivi d'un entretien.
Déroulé des formations	<p>La durée des formations est fixée en fonction du niveau des apprenants à l'entrée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • CEP : 4 ans

	<ul style="list-style-type: none"> • BEPC : 3 ans • BAC : 2 ans • Sans diplôme : 5 ans • Actifs bénéficiant de formation courte en renforcement de capacités : 1-6 mois. <p>Les formations dispensées comprennent 80% de mise en application pratique. La technique d'enseignement est l'approche par les compétences : l'accent de la formation est mis sur la capacité de l'apprenant à diagnostiquer une panne et à la réparer. Des cours théoriques supplémentaires peuvent être dispensés aux étudiants ayant un niveau académique faible.</p>
Fréquence des cohortes	La fréquence des cohortes est annuelle (septembre).
Alphabétisation	Des cours de langue sont dispensés au centre.
Curricula	Les <i>curricula</i> sont développés par le MINEFOP.
Formateurs	La plupart des enseignants sont des techniciens.
Certification	Les apprenants reçoivent une attestation de fin de formation reconnue par le MINEFOP.
Perdiem et taux de déperdition	Le centre offre des bourses aux jeunes orphelins pour leur permettre de couvrir une partie de leurs frais de scolarité. Quelques apprenants bénéficient également de bourses octroyées par le MINEFOP.
Suivi post-formation	Une base des données des anciens élèves est mise à jour régulièrement. La plupart des anciens apprenants (70%) sont en situation d'auto-emploi, les autres sont salariés.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Selon le centre, le taux d'insertion professionnelle post-formation est de 100%.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Pas de dispositif particulier mais le centre est en pleine croissance et propose des formations courtes, notamment dans le cadre du projet ARCHIPELAGO. Des formations d'une durée de six mois pourraient être proposées aux migrants de retour.
Capacité d'absorption	Importante, si la capacité d'accueil augmente comme prévu (3 000 places).
Partenariat avec le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • 4K Auto (entreprise privée) ; • Établissement DJONGOUE (entreprise privée) ; • Chambre de Commerce ; <p>Un partenariat existe également avec la Croix Rouge (le centre reçoit un appui financier pour former, loger, et nourrir les élèves).</p>
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	NCY MOTORS a conclu un partenariat avec le FNE visant à : référer les techniciens enseignants en recherche d'emploi vers le centre de formation, et référer vers le FNE les étudiants en fin de formation, afin d'avoir accès aux opportunités disponibles.
Remarques	
Défis exprimés	Afin d'être en mesure de travailler à leur compte, les jeunes en fin de formations ont besoin d'acheter un minimum d'équipement pour être indépendants. Le centre essaye autant que possible de soutenir les apprenants pour l'achat des équipements mais ne dispose pas des moyens nécessaires pour financer tous les outils adéquats.
Contacts	
Point focal	FOTSING Willy Brice
Contact	695712185 / 679957046

PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Fiche Partenaire 5 : CMPJ Rémy

CMPJ Rémy	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> Le centre reçoit une subvention MINJEC censée financer l'ensemble des frais courants du CMPJ (montant non communiqué) ; Les apprenants financent aussi des coûts de formation avec des frais de scolarité ; Le centre dispose de ressources propres avec la location de salles pour des formations et des événements ; Enfin, l'organisme reçoit des fonds de certains PTF partenaires du MINJEC comme UNFPA.
Organisation et gouvernance	L'organisation varie en fonction des CMPJ. Le CMPJ Rémy compte une directrice, des assistants de direction, et des formateurs directement employés par le centre (contrairement au CMPJ Madagascar où les formations sont sous-traitées à des instituts de formation partenaires).
Coût	62 500 FCFA
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Le profil des participants commence à évoluer avec la reconnaissance locale des activités du CMPJ Rémy.</p> <ul style="list-style-type: none"> Quelques diplômés de l'enseignement secondaire et bacheliers ; Les plus nombreux restent ceux qui n'ont pas fini le cycle secondaire.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Une soixantaine d'apprenants dans l'année au maximum, soit entre 15 et 30 par filière.</p> <p>Le CMPJ considère que sa capacité d'accueil est actuellement à son maximum. L'objectif de l'administration est cependant d'agrandir les locaux sur le reste du terrain alloué au CMPJ qui n'est pas exploité actuellement.</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> Banderoles et tracts dans les quartiers ; Réunion de parents ; Porte à porte au niveau local ; Foires et cérémonies religieuses.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Les formations proposées se déroulent en alternance avec la remise d'un certificat de participation remis par le CPMJ. Elles s'effectuent au centre avec des formateurs travaillant directement pour le CMPJ. Leur action est complétée par des stages proposés par des prestataires de services.</p> <p>Filières proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> Hôtellerie Restauration ; Industrie de l'Habillement ; Construction ouvrages métallique ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat bureautique. <p>Pour la suite, le CMPJ a la volonté de développer les filières des technologies de l'information (IT) et du bois. Ces orientations stratégiques se font en fonction de la demande des jeunes.</p> <p>Partenaires pour les stages : une dizaine d'entreprises partenaires, soit deux à trois pour chaque filière.</p>
Conditions d'entrée	<p>Les employés du CMPJ expliquent les différents cursus existants aux candidats et proposent des orientations. Lorsque le candidat souhaite intégrer une filière en particulier, l'organisation va rarement à l'encontre des choix personnels.</p> <p>Pour l'instant, il n'y a pas de sélection des profils, la demande ne dépasse pas l'offre disponible. Le CMPJ répond tout juste à la demande existante dans le quartier.</p>
Déroulé des formations	<p>Les formations durent trois ans : deux ans au CMPJ puis une en entreprise.</p> <p>Le CMPJ délivre seulement des attestations de fin de formation qui n'ont pas valeur de diplôme. C'est en revanche un document officiel du MINJEC qui ouvre les portes : (1) de l'emploi ; (2) d'une formation de type CAP.</p> <p>Une série de formations plus courtes ont été organisées avec l'OIM pour des migrants de retour dans la filière de la restauration en 2020, mais le CMPJ n'a fait que mettre à disposition les locaux du centre. Le personnel et le curriculum de ces programmes étaient directement gérés par l'OIM.</p>
Fréquence des cohortes	Recrutement annuel entre août et octobre.
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement pratique représente l'essentiel de la formation.
Alphabétisation	Le centre n'est pas en mesure de proposer un soutien à l'alphabétisation, bien que le problème soit identifié et réel parmi les apprenants.
Curricula	Les manuels sont conçus par des formateurs du CMPJ pour les formations pratiques. Étant donné que beaucoup des apprenants sont sortis du système éducatif de façon précoce, certains manuels d'enseignement général et technique de niveau collège et lycée sont également utilisés de façon ponctuelle.
Formateurs	Cinq formateurs, presque tous présents depuis l'ouverture du centre. Pour les formations financées par l'OIM, les formateurs étaient différents et sélectionnés en partenariat avec le MINREX et le MINAS.
Certification	Document officiel du MINJEC permettant de candidater à des CAP par la suite.
Perdiem et taux de déperdition	<p>Pour l'instant, il n'existe pas de système de bourse. Un système a été mis en place pour une seule année avec la Mairie et n'a pas été maintenu avec le changement de direction au conseil municipal.</p> <p>La majorité des personnes viennent d'elles-mêmes et sont volontaires. Ceux qui ne finissent pas la formation réintègrent parfois le système formel d'enseignement secondaire. Cependant, beaucoup de ces décrochages sont liés à des grossesses précoces. Le centre estime le taux de déperdition à environ 10%.</p>
Suivi post-formation	Jusqu'ici le suivi se limite à des appels informels plus ou moins réguliers par l'équipe de direction et les formateurs.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Le CMPJ Rémy ne dispose pas de statistiques d'insertion de ses apprenants sur le marché de l'emploi.

Partenariats

Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>Le centre aurait la capacité potentielle d'intégrer des migrants de retour s'il obtient des financements afin de s'agrandir sur le terrain dont il dispose.</p> <p>Le retour d'expérience sur la première collaboration avec l'OIM est mitigé. Certains participants se sont particulièrement engagés dans les formations proposées en restauration. D'autres personnes venaient pour pointer et refusaient de suivre la formation. Certains matériels donnés aux participants ont été vendus au bord de la route le jour même de la fin de la formation : marmites chauffantes, bonbonnes de gaz et couverts.</p>
Capacité d'absorption	La capacité d'absorption dépendra des financements disponibles.
Partenariat avec le secteur privé	<p>Il n'existe pas de partenariat avec des entreprises en plus des partenaires de stages parmi les petites entreprises du quartier ainsi que les partenaires de l'association Graine de Talent.</p> <p>En effet, l'incubateur et la pépinière d'entreprises de Graine de Talent (GDT) sont aussi hébergés dans le CMPJ Rémy. Cela permet de rediriger les élèves les plus motivés et talentueux vers leurs entreprises partenaires et vers l'incubateur GDT lui-même à l'issue de leur formation. L'incubateur présente des résultats particulièrement satisfaisants en termes de création d'entreprise (cf. FP#13).</p>
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Le CMPJ n'a pas de relations avec le FNE ou d'autres organismes d'intermédiation.
Remarques	
Défis exprimés	Le centre cherche à prendre de l'ampleur en termes de capacité d'accueil et à rénover ses bâtiments. Le plateau technique est assez limité selon la direction. Le matériel est encore celui fourni par l'OIM il y a plusieurs années.
Autres remarques	Le centre souhaiterait aussi développer des infrastructures sportives pour occuper et attirer les jeunes du quartier.
Contacts	
Point focal	Clémentine Wapelwa
Contact	wapclemet@yahoo.fr +237 691 73 42 95



Fiche Partenaire 6 : CMPJ Madagascar

CMPJ Madagascar	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Structure publique placée sous la tutelle du MINJEC
Financements actuels / principaux	Le financement de la structure est en majorité assuré par le MINJEC, et complété par des financements de PTF dans le cadre de projets (IC-UE OIM par exemple).
Organisation et gouvernance	<p>L'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ), une agence publique sous la tutelle du MINJEC, est l'organisme de référencement qui coordonne l'action des CMPJ. L'ONJ a aussi la charge de centraliser les demandes de services des jeunes et de les référer aux services adéquats au sein des CMPJ. Il n'existe pas d'organisation standard appliquée à l'ensemble des CMPJ sur le territoire ; chaque centre dispose d'une indépendance administrative et décisionnelle. Cela s'applique à la fois à la composition des équipes du centre, à la discrétion du directeur, ainsi qu'à l'offre de service proposée.</p> <p>Le CMPJ Madagascar s'appuie sur des organismes de formation professionnelle partenaires pour proposer des formations aux bénéficiaires. A l'inverse, d'autres CMPJ proposent des cursus de formation directement dispensés par des formateurs du centre.</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> Les activités de formation professionnelle sont réalisées par des instituts de formation partenaires et les prix de formation varient en fonction des institutions et des cursus. 12 instituts de formations partenaires sont mentionnés par le CMPJ (cf. <i>infra</i> 'Partenariats avec le secteur privé') ; 500 bourses sont décernées par le MINJEC chaque année à des titulaires de la carte jeune pour couvrir les frais de formation, des uniformes, une formation au permis de conduire et un accompagnement vers l'emploi. Ces 500 bourses couvrent plusieurs CMPJ y compris le CMPJ Madagascar pour Yaoundé et le CMPJ de Douala.
Profil des bénéficiaires actuels	Les formations et les autres services du centre sont proposés aux jeunes de 16 à 35 ans
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> 500 bourses aux CMPJ Madagascar de Yaoundé et au CMPJ de Douala ; Pas de statistiques sur le nombre de migrants de retour intégrés au sein des CMPJ. Le nombre total de jeunes participants aux activités des CMPJ dans tout le pays s'élève à 50 000 personnes, dont plus de 1 000 au CMPJ Madagascar.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Essentiellement des tracts distribués dans les quartiers.</p> <p>Le CMPJ Madagascar dispose d'une page Facebook.</p>
Détails sur les formations	

<p>Filières de formation</p>	<p>17 filières de formation proposant divers niveaux de diplômes sont proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Secrétariat et bureautique (BEPC/CAP) ; • Secrétariat comptable (BEPC/CAP) ; • Secrétariat de direction (Niveau Baccalauréat (BAC)) ; • Réseau informatique (Probatoire du Brevet Technicien (PBT)) ; • Maintenance informatique (BEPC/CAP) ; • Développement web (PBT) ; • Infographie (BEPC) ; • Marketing digital (BEPC/PBT/BAC); • Montage et gestion de projet (Licence) ; • Gestion des ressources humaines (BAC) ; • Comptabilité et gestion des entreprises (BAC) ; • Comptabilité informatisée de gestion (PBT) ; • Montage audiovisuel et réalisation TV (BEPC/CAP) ; • Esthétique (BEPC) ; • Coiffure (BEPC) ; • Décoration (BEPC) ; • Restauration (BEPC). <p>Le CMPJ Madagascar travaille avec 12 partenaires pour la formation professionnelle. Pour devenir un institut de formation partenaire, il existe un certain nombre de conditions à remplir : infrastructures et ressources humaines, durée dans l'activité, enregistrement administratif, enquête de moralité du propriétaire.</p>
<p>Conditions d'entrée</p>	<p>L'orientation est réalisée par des conseillers de l'ONJ.</p> <p>Les nouveaux arrivants sur sélection peuvent bénéficier d'un système de bourse afin de financer leur formation.</p> <p>La sélection / le référencement se font soit à travers la plateforme de l'ONJ, soit de façon physique. La plupart des Camerounais préfèrent le bureau physique de l'ONJ en raison d'un accès limité à la plateforme en ligne. Chaque CMPJ bénéficie d'une antenne de l'ONJ en charge de l'orientation et du suivi des services jeunes proposés aux jeunes Camerounais. Les services sont enregistrés et suivis grâce à la carte jeune biométrique gérée par l'ONJ qui vise à éviter les doublons dans les services proposés.</p>
<p>Déroulé des formations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les BTS durent deux ans ; • Les autres formations comme les CQP et DQP durent en général un an ; • Chaque diplôme suit les recommandations du MINEFOP avec une période de stage de trois mois en fin d'année scolaire ; • Il existe aussi des formations rapides, qui sont par nature beaucoup plus courtes.
<p>Fréquence des cohortes</p>	<p>Cela dépend des 12 instituts de formation professionnelle partenaires du CMPJ. Des recrutements sont organisés tout au long de l'année mais une majorité d'entre eux démarre en septembre.</p>
<p>Dominante (pratique ou théorique)</p>	<p>L'équilibre dépend des formations mais la grande majorité s'appuie sur les recommandations du MINEFOP et propose des activités essentiellement pratiques (entre 50 à 75% des activités proposées).</p>
<p>Alphabétisation</p>	<p>Pas de soutien spécifique proposé par les CMPJ.</p>

Curricula	Le curriculum dépend des instituts de formation partenaires. La plupart des formations suivent les prérequis du MINEFOP.
Formateurs	Dépend des instituts de formation partenaires.
Certification	Les centres de formation professionnelle partenaires répondent à des critères de sélection précis et doivent être agréés par le MINEFOP. Ils proposent tous des diplômes standard validés par le ministère : BTS, DQP/CQP, BEPC, CAP, PBT).
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>Le CMPJ Madagascar a déjà formé des migrants de retour dans le cadre de l'IC avec l'OIM. Ces formations se concentraient sur les chaînes de valeur du secteur primaire : 1) production de fruits et légumes et 2) production de poulet. Un cycle de formation pour chaque chaîne de valeur a été proposé avant le Covid-19. Ces formations étaient proposées directement au sein des CMPJ et organisées directement par l'OIM en partenariat avec des techniciens du MINADER et du MINEPIA.</p> <p>Il n'y a plus de lien à l'heure actuelle entre le CMPJ et l'OIM, et le centre n'est pas en mesure de préciser si des migrants de retour font partie des cohortes actuelles. En revanche, le soutien proposé par le CMPJ et les activités mises en œuvre ciblent en particulier les profils vulnérables et sont adaptées à leurs besoins.</p>
Capacité d'absorption	Le centre peut rediriger un certain nombre de migrants de retour vers les instituts de formation professionnelle partenaires qui sont en mesure d'accueillir plus d'apprenants. En revanche, la capacité de soutien monétaire du CMPJ est limitée : seulement 500 bourses sont décernées chaque année pour la formation professionnelle et la demande existante est déjà forte.
Partenariat avec le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> Avec 12 instituts partenaires pour les formations : Bassoh Technologies ; Hautes Etudes de la Gouvernance Territoriale et la Décentralisation (HEDTD) ; Imagine Académie ; Institut des Technologies Appliquées (ITA) ; Centre d'Incubateurs et d'intelligence Artificielle (CENI-IT) ; Mako Industries (pour la formation à la fabrication de masques) ; Centre de Recherche et de Développement des Technologies du Numérique (CER-DTN) ; Centre de Formation Professionnelle ACF ; Agro-PME (pour les formations dans le domaine agricole) ; Centre de Formation Professionnelle des Arts et Métiers (CFPAM) ; Association Camerounaise d'Aide à l'Hygiène et à l'Insertion des Jeunes dans les Collectivités (ACAHIJEC) ; Cabinet CIBLE (formation en entrepreneuriat) ; Avec quelques entreprises privées pour des stages (noms des entreprises non communiqués lors de l'entretien).
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Pas d'interaction particulières formalisées, mais quelques rencontres sont parfois organisées avec le FNE.
Remarques	
Défis exprimés	L'accès limité à internet chez les jeunes représente un défi. Le CMPJ Madagascar souhaite créer une salle d'accès internet pour les jeunes n'ayant pas accès au réseau mais manque d'argent pour mettre en œuvre ce service.
Contacts	
Point focal	Armand Pierre D Mveme Atangana, Secrétaire Général de l'ONJ et directeur du CMPJ Madagascar.
Contact	677601755

Fiche Partenaire 7 : Programme PARI-JEDI

PARI-JEDI	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Programme mis en œuvre par le MINJEC, en charge des liens avec la diaspora et la réintégration des migrants de retour.
Financements actuels / principaux	Le programme est pour l'essentiel financé travers l'IC UE-OIM. Ces financements sont complétés par le MINJEC, quoique ceux-ci ne permettent de couvrir qu'un nombre limité de bénéficiaires chaque année.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Le programme est coordonné par une équipe de 12 personnes au niveau national, et dispose de responsables du MINJEC en charge de la coordination au niveau décentralisé (régions, départements et arrondissements). Le MINAT assure la coordination des activités de tous les départements ministériels au sein de chaque localité. Les responsables locaux rendent compte de leurs activités au sous-préfet (au niveau de chaque arrondissement) ; Les CMPJ sont responsables de la mise en œuvre des activités ; Un comité de pilotage se rassemblant annuellement rassemble les représentants l'ensemble des ministères impliqués dans la mise en œuvre du programme.
Coût	Service gratuit du MINJEC.
Profil des bénéficiaires actuels	Le critère de sélection pour PARI-JEDI est d'être un jeune de la diaspora de retour au Cameroun.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> Pour l'emploi salarié : 48 emplois depuis 2018 ; Pour l'auto-emploi : 128 jeunes depuis 2018. <p>Dans le cadre du budget 2023, il est prévu que 52 jeunes soient pris en charge dans le cadre des financements du MINJEC.</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> L'ONJ, dispose d'un site qui constitue la plateforme principale d'enregistrement aux différentes formations et programme proposés au 15-35 ans. La plateforme contient 59 offres de formations. Les inscrits sélectionnent leur profil sur la plateforme (local ou membre de la diaspora). Près de 2 000 jeunes résidant au Cameroun ou à l'étranger sont enregistrés sur cette plateforme. Appels à candidature : affiches dans les CMPJ, réseaux sociaux, et presse / média. Campagnes de sensibilisation saisonnières auprès de la diaspora (décembre et août).
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Dans le cadre du PARI-JEDI :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un « programme d'accompagnement des migrants de retour en situation de détresse ou en situation précaire ». Ce programme compte 16 étapes d'accompagnement ; Un programme d'insertion sur le marché du travail pour les salariés « Retour – insertion de la diaspora (parcours emploi salarié) » en 11 étapes qui incluent un renforcement de capacité ainsi qu'un accompagnement vers et dans l'emploi (48 personnes accompagnées depuis 2018) ;

	<ul style="list-style-type: none"> Un programme d'insertion sur le marché du travail pour les entrepreneurs « Retour – insertion de la diaspora (parcours entrepreneurial) », en 14 étapes qui incluent des activités de renforcement de capacités ainsi qu'un soutien financier à la création d'entreprises (128 personnes accompagnées depuis 2018). <p>En complément du programme et à l'issue de l'accompagnement, notamment dans la filière entrepreneurs, il existe une possibilité de financer les projets personnels grâce au Plan Triennal Spécial Jeunes du MINJEC qui inclut un Fonds National d'Insertion. 14 000 projets ont été financés grâce à ce plan au cours des dernières années.</p>
Conditions d'entrée	<p>L'ONJ a la charge du référencement des candidats vers le programme adéquat en fonction de leurs profils socio-économiques. Ce référencement peut se faire en ligne, via la plateforme dématérialisée de l'ONJ ; ou en présentiel, via les antennes de l'ONJ dans les CMPJ.</p> <p>L'ONJ effectue le référencement dans différents programmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les parcours au sein du programme PARI-JEDI sont spécifiques pour les migrants de retour volontaire avec peu de qualifications. Une fois identifiés pour ce programme, les candidats font l'objet d'une évaluation pour rejoindre soit le cursus employé, soit le cursus entrepreneur, soit le cursus dédié aux personnes en situation de vulnérabilité ; Il existe d'autres programmes pour des profils plus qualifiés comme le « Dialy Joint-Venture », conçu pour les membres de la diaspora en Europe avec un capital à leur disposition qui envisagent un retour progressif ou un retour définitif.
Déroulé des formations	<p>En parallèle des formations et du soutien au développement de plans d'affaires proposés, une composante « réarmement civique et moral » est proposée pour faciliter la réintégration au Cameroun. Cette composante est assurée par l'Agence du Service Civique National de Participation au Développement (ASCNPD), en partenariat avec le Programme National de Volontariat (PNV).</p>
Fréquence des cohortes	Annuelle.
Alphabétisation	Un soutien à l'alphabétisation est disponible dans le cadre des filières spécifiquement dédiées aux profils vulnérables.
Curricula	Conçus par le MINJEC, et spécifiquement dédiés à la réintégration des migrants de retour et jeunes issus de la diaspora.
Certification	A l'issue des parcours de formation courte, il est remis au participant un certificat de participation. En revanche, les cursus sont trop courts pour remettre un diplôme reconnu par le MINEFOP.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Le suivi post-formation est encore limité et il n'existe pas de statistiques disponibles sur la durabilité des dispositifs proposés.
Contacts	
Point focal	Anselme EPOKO – Coordinateur du programme Pari-Jedi
Contact	epokans@gmail.com 677583791

Fiche Partenaire 7 : CMPJ Douala

CMPJ Douala	
Pays	Cameroun
Région	Littoral
Ville	Douala
Structure	
Type de structure	Établissement public placé sous la tutelle du MINJEC
Financements actuels / principaux	L'établissement est principalement financé par le MINJEC.
Organisation et gouvernance	<p>Le centre est dirigé par une équipe composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un directeur nommé par arrêté du MINJEC ; • Un Responsable Financier ; • Une secrétaire ; • Des formateurs directement employés du centre, soutenus par une équipe de formateurs détachés de centres de formation professionnelle sous-traitant leurs services au sein du CMPJ.
Coût	62 500 FCFA par an et par apprenant.
Profil des bénéficiaires actuels	Pour la majorité des profils vulnérables, déscolarisés et souvent analphabètes (plus de 70% des effectifs).
Capacité totale (actuelle et à terme)	250 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	La communication du CMPJ s'effectue essentiellement à travers le 'porte à porte' et des communiqués diffusés à la radio.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Les filières de formation proposées par le centre sont partiellement sous-traitées à des instituts de formation, lesquels détachent des enseignants venant dispenser les formations au sein du CMPJ. Les filières proposées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaudronnerie ; • Électricité ; • Industrie d'habillement ; • Broderie ; • Économie sociale et familiale ; • Mécanique automobile ; • Menuiserie bois ; • Secrétariat bureautique ; • Infographie et sérigraphie numérique ; • Coiffure et esthétique ; • Maçonnerie ; • Plomberie.

Conditions d'entrée	La sélection des apprenants s'opère sur dossier. Aucun diplôme n'est exigé pour accéder aux formations proposées.
Déroulé des formations	<ul style="list-style-type: none"> • Les cursus comprennent six mois de formation au centre suivis de trois mois de mise en pratique dans le cadre de stages en entreprises. • Le semestre effectué au sein du centre comprend une forte composante pratique (50% du temps d'étude en atelier).
Fréquence des cohortes	Chaque année (sélection entre juin et septembre).
Alphabétisation	Un soutien à l'alphabétisation peut être proposé. Il est dispensé par des prestataires externes.
Curricula	Les <i>curricula</i> proposés sont développés par le MINJEC.
Formateurs	Les formateurs incluent à la fois des fonctionnaires en service au sein du centre et des professionnels détachés de centres de formation professionnelle partenaires.
Certification	Un Certificat de formation est délivré par le MINJEC.
Perdiem et taux de déperdition	Un nombre limité d'apprenants bénéficient de bourses octroyées par le MINJEC dans le cadre du Plan Triennal Spécial Jeunes (PTS-Jeunes). Ces bourses prennent la forme d'une exemption totale ou partielle des frais de scolarité pour les étudiants les plus vulnérables et/ou les plus méritants.
Suivi post-formation	Une base de données répertoriant les anciens apprenants et leurs activités est en place. Cependant le centre ne propose pas d'accompagnement à la recherche d'emploi ou au développement de micro-entreprises.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Selon les représentants du centre, environ 80% des apprenants parviennent à s'insérer sur le marché de l'emploi (pour la majorité à leur propre compte).
Partenariats	
Capacité d'absorption / capacité à intégrer des migrants de retour	Le centre dispose d'une expérience significative dans l'accompagnement de profils vulnérables. En termes d'espace, il pourrait accueillir jusqu'à 150 places supplémentaires avec un soutien financier adéquat pour le paiement des frais de formations.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Des relations existent avec le FNE pour référencer les apprenants à l'issue des formations.
Remarques	
Défis exprimés	Deux principaux défis liés au manque de financements : <ul style="list-style-type: none"> • La réparation des bâtiments et la maintenance du plateau technique ; • Le renforcement de capacités des professeurs.
Contacts	
Point focal	Mme Ondoua - Directrice
Contact	697 01 66 90 / 243 13 49 10 / 233 43 66 90

PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Fiche Partenaire 8 : CIS Formation et CIS Santé

CIS Formation et CIS Santé	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	<p>Le CIS est un groupe privé comptant plusieurs structures autonomes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le groupe de production CIS Métallurgie ; • Le groupe CIS Phoenix proposant des formations en entreprise ; • Le CIS Formation proposant des formations dans plusieurs secteurs de l'industrie et des services ; • Le CIS Santé proposant des formations dans le secteur de la santé.
Financements actuels / principaux	Le CIS est entièrement financé par les frais de scolarité dont s'acquittent les étudiants.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Le CIS a vu le jour en 2009 à Douala puis ses activités se sont étendues à Yaoundé en 2015 ; • Le CIS Santé a été créé en 2019 en raison de la forte demande de formation dans le secteur de la santé ; • Les centres de formation sont autonomes les uns des autres, et leurs formations donnent lieu à des certifications différentes délivrées par le MINEFOP.
Coût	Le coût moyen des formations s'élève à 450 000 FCFA (peut varier de 300 000 à 650 000 FCFA).
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Diplômés du baccalauréat sans formation universitaire ; • Diplômés du supérieur souhaitant développer des compétences techniques complémentaires ; • Professionnels visant une validation des acquis.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • <u>A Yaoundé</u> : le CIS Formation a une capacité de 200 apprenants et le CIS Santé de 100. • <u>A Douala</u> : le CIS Formation a une capacité de 500 apprenants et le CIS Santé de 200. • <u>Objectif de croissance</u> : Le CIS Santé vient de recevoir un agrément du MINESUP pour proposer des formations permettant l'obtention d'un diplôme de BTS. Le centre est maintenant en attente de la validation finale du ministère de la Santé. À terme, l'objectif est d'accueillir 200 apprenants supplémentaires dans ce cursus à Douala.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Trois principaux canaux de communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseaux sociaux et internet : publicités Facebook, Google ; • Médias traditionnels : télévision et radio ; • Publicité dans les deux villes cibles.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>CIS Santé</u> :

	<ul style="list-style-type: none"> • Délégué médical ; • Auxiliaire de pharmacie ; • Assistant en cabinet médical ; • Agent technique de laboratoire ; • Auxiliaire de vie sociale (AVS) ; • Kinésithérapeute assistant ; • Assistant en cabinet dentaire ; • Assistant maternité ; • Secrétaire médical. <p><u>CIS Formation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Techniques industrielles et maintenance (Chaudronnerie industrielle, Plomberie, Electricité, Mécanique, Froid et climatisation) ; • Techniques de gestion et de management (HR, Marketing, Assistant de direction) ; • Technologie multimédia et graphisme (Informatique, Télécom, Montage, Dessinateur/ topographie).
Conditions d'entrée	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien d'orientation et de confirmation des appétences ; • Paiement de la première tranche des frais de scolarité.
Déroulé des formations	Les formations sont d'une durée d'un an, réparties sur deux semestres et complétées par un stage de trois mois en entreprise.
Fréquence des cohortes	Deux cohortes / an : octobre à septembre et janvier à décembre.
Dominante (pratique ou théorique)	La dominante est pratique et s'appuie sur une méthode de validation des acquis. Le centre de Yaoundé dispose de plusieurs ateliers : Chaudronnerie, Froid et Climatisation, Laboratoire santé, Informatique et Réparation. A Douala, un plateau technique similaire est proposé aux apprenants.
Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation, les apprenants doivent savoir lire et écrire.
Formateurs	Les formateurs sont des professionnels issus des secteurs dans lesquels ils enseignent et sont mobilisés de manière <i>ad hoc</i> . Ils complètent une équipe d'enseignants à plein temps de 15 personnes pour Yaoundé. Une organisation similaire est en place à Douala.
Certification	Trois types de certifications sont proposées : <ul style="list-style-type: none"> - DQP (Diplôme) ; - CQP (Certificat) ; - AQP (Validation des Acquis de Qualification Professionnelle). Les formations diplômantes sont agréées par le MINEFOP
Perdiem et taux de déperdition	Pas de perdiem disponible (seuls quelques boursiers référencés par l'État. En 2022 une seule personne était dans cette situation). Le taux de déperdition est de 15 à 20% en moyenne selon le CIS.
Suivi post-formation	Il existe un département de placement et de suivi post-formation qui propose un suivi de manière annuelle avec un sondage téléphonique auprès des anciens élèves.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	D'après les représentants du centre, le taux d'insertion sur le marché de l'emploi serait de 70% environ.

Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	L'organisme dispose d'une expérience dans l'accueil et l'accompagnement de profils vulnérables nécessitant des approches et un encadrement particulier : personnes en situation de handicap ; déplacés internes ; migrants de retour.
Capacité d'absorption	50 personnes (toutes filières confondues) sur le campus de Yaoundé et une centaine à Douala.
Partenariat avec le secteur privé	Le CIS e a développé un réseau de partenariats avec des entreprises en mesure d'accueillir les apprenants en stage / placement.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Un partenariat est en place avec le FNE. Celui-ci organise chaque année un ' <i>Job Fair</i> ' au cours duquel des ateliers d'élaboration de CV et de candidatures sont organisés.
Remarques	
Défis exprimés	L'école fait face à des difficultés de recouvrement des frais de scolarité (seulement 70% des frais d'inscription sont réglés), et à des difficultés d'investissement pour le matériel pédagogique.
Contacts	
Point focal	OVEH, Francois-Xavier – Directeur du centre de Yaoundé.
Contact	222 312 206 / 671 049 520 / 691 914 908



Fiche Partenaire 9 : Institut Supérieur d'Enseignement Managérial et Technologique (ISEMT)

Institut Supérieur d'Enseignement Managérial et Technologique (ISEMT)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Structure Privée créée en 2011.
Financements actuels / principaux	L'institut est principalement financé sur fonds propres du fondateur ainsi que par les frais de scolarité des apprenants.
Organisation et gouvernance	L'équipe de l'institut est composée d'un directeur général, assisté d'un directeur des affaires académiques et d'un directeur de formation professionnelle. En 2002, le Centre de Formation Professionnelle Intelligentsia (CFPI) a été créé au sein de l'institut. Les filières de formation proposées au sein du CFPI sont agréées par le MINEFOP.
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité en droit : 150 000 CFA – 200 000 CFA ; • BTS : 250 000 CFA – 350 000 CFA ; • Licence Professionnelle : 450 000 CFA ; • Master Professionnel : 650 000 CFA.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • La plupart des apprenants du CFPI ont un niveau CEP ou BEPC, parmi lesquels plusieurs réfugiés du Tchad ; • Pour les trois cycles de formation de l'ISEMT, les élèves ont généralement un niveau d'éducation plus élevé de niveau BAC.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • CFPI : 50 apprenants ; • ISEMT : 300 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Principaux canaux de communication : <ul style="list-style-type: none"> • Site internet et réseaux sociaux ; • Sensibilisation au sein de collèges et lycées ; • Radio, TV.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p><u>CFPI</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administration et gestion ; • Technologie de l'Information ; • Gestion hôtelière et restauration. <p><u>ISEMT</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droit Public – Droit privé ; • Commerce vente – Gestion ; • Technologie – Communication.
Déroulé des formations	<ul style="list-style-type: none"> • CFPI : les formations dispensées par le CFPI se déroulent sur un an, y compris un stade de fin d'études de trois mois (en conformité avec le <i>curricula</i> défini par le MINEFOP) ; • ISEMT : les formations dispensées par l'ISEMT durent de deux à cinq ans/

Fréquence des cohortes	L'institution ne propose qu'une cohorte par an, démarrant en septembre.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations dispensées par le CFPI comprennent 20% d'enseignement théorique et 80% de mise en pratique. ISEMT : <ul style="list-style-type: none"> • BTS : 70% de pratique et 30% de théorie. • Licence et Master : 50% de théorie et 50% de pratique.
Alphabétisation	Le CFPI peut dispenser des cours de remise à niveau.
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Les formateurs sont des professionnels issus du secteur dans lesquels ils enseignent et sont recrutés par appels à candidature. • L'ISEMT compte 60 enseignants dont la plupart exercent une activité professionnelle en parallèle. • 70% des formateurs sont des vacataires et 30% des permanents.
Certification	L'ensemble des diplômes décernés sont certifiés par le MINEFOP. Les formations diplômantes sont agréées par le MINEFOP, le MINESUP et l'université de Yaoundé II.
Perdiem et taux de déperdition	Des perdiem sont parfois octroyés dans le cadre de certaines formations (en fonction de la situation financière des apprenants). 4% de déperdition à l'ISEMT et taux inconnu pour le CFPI.
Suivi post-formation	Un système de suivi post-formation est en cours de mise en place, il devrait s'appuyer sur des sondages par téléphone sur un échantillon des apprenants.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de données disponibles.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	L'ISEMT et le CFPI bénéficient d'une expérience dans la prise en charge de publics vulnérables et ont déjà accueilli parmi leurs apprenants des réfugiés et des personnes déplacées internes.
Capacité d'absorption	Le CFPI pourrait prendre en charge jusqu'à 70 apprenants (soit 20 de plus que pour l'année 2022).
Partenariat avec le secteur privé	CCA Banque pour financer les frais de scolarité à travers : <ul style="list-style-type: none"> • Des frais de scolarité abaissés pour les foyers ayant un compte dans la banque ; • Un taux d'intérêt faible et des échéances de remboursement sur 15 mois au lieu de 9 mois.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'institution est en cours de discussion avec le FNE en vue d'établir un partenariat.
Remarques	
Défis exprimés	Le faible montant des frais de scolarité ne permet pas d'investir dans le maintien et le renouvellement du plateau technique.
Contacts	
Point focal	BASSAMA BAKAL Djob – Directeur.
Contact	655 26 66 81

Fiche Partenaire 10 : Université Jagora

Université Jagora	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Institution privée créée en 2019
Financements actuels / principaux	Les principales sources de financement sont les investisseurs initiaux (actionnaires privés), ainsi que les frais de scolarité.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • L'Université Jagora est présente dans quatre pays : Cameroun, Sénégal, Tunisie et Maroc et prévoit aussi d'ouvrir, en 2023, des campus au Nigéria et en Égypte ; • Au Cameroun, l'institution est gérée par un directeur, un comité de direction et des services techniques. Elle dispose également d'un centre de formation professionnelle (VTI-JA)
Coût	Le coût des formations varie en fonction de la filière sélectionnée : <ul style="list-style-type: none"> • Formations académiques : de 450 000 FCFA à 1 250 000 FCFA ; • Formations professionnelles : de 50 000 FCFA à 350 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	Les profils des étudiants sont variés. L'université compte aussi bien des jeunes issus de l'enseignement secondaire (y compris des boursiers) que des personnes sans emploi et/ou sans diplômes.
Capacité totale (actuelle et à terme)	L'Université propose à la fois des formations 'en présentiel' et en ligne : <ul style="list-style-type: none"> • 10 000 places pour les formations en ligne ; • 500 places pour les formations dispensées en présentiel.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Deux principaux canaux de communication : <ul style="list-style-type: none"> • Site internet et réseaux sociaux ; • Format papier (catalogues et prospectus).
Détails sur les formations	
Filières de formation	L'université Jagora délivre DUT, Licence, Master (formation académique), ainsi que des certifications professionnelles dans les filières suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Informatique ; • Gestion ; • Entrepreneuriat ; • Industrie ; • Technologie.
Conditions d'entrée	La sélection s'opère sur dossier ou concours, en fonction des filières.
Déroulé des formations	<ul style="list-style-type: none"> • Les formations professionnelles durent de six à 12 mois et comprennent un stage en entreprise de deux à trois mois ; • Les formations académiques durent d'une à cinq années. Chaque année comprend deux semestres de cours et un stage en entreprise d'une durée d'un à trois mois.

Fréquence des cohortes	Une cohorte par année démarrant en septembre.
Dominante (pratique ou théorique)	En général, l'enseignement pratique représente 70% du contenu des formations.
Alphabétisation	Aucun soutien spécifique n'est proposé en termes d'alphabétisation.
Curricula	Les programmes suivis sont agréés par des structures internationales : <ul style="list-style-type: none"> • Le groupe ECLEE (<i>European Center for Leadership and Entrepreneurship Education</i>) met à la disposition de l'institution des <i>curricula</i> reconnus par le gouvernement français ; • L'université Moulay Ismail de Meknès est représentée eu sein du comité de direction et partage également ses programmes de formation.
Formateurs	La plupart des formateurs sont des professionnels exerçant une activité professionnelle en parallèle.
Certification	Certificats de formation professionnelle, DUT, Licence et Master.
Perdiem	Le groupe ECLEE a créé un partenariat avec l'université Jagora qui fournit 200 bourses d'un montant de 100 000 FCFA afin de couvrir les frais de scolarité des étudiants.
Suivi post-formation et statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Il n'existe pas de mécanisme de suivi post-formation dédié ni de statistiques précises relatives à l'insertion des diplômés sur le marché de l'emploi
Partenariats	
Partenariat avec le secteur privé	Les partenariats sont peu développés. Il existe quelques relations institutionnelles avec le GICAM pour fournir une dizaine de stages par an essentiellement à Yaoundé.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'université de Jagora a effectué une demande de partenariat avec le FNE mais n'a pas reçu de retour de l'agence publique.
Contacts	
Point focal	Thomas Steve NSOMOTO – Directeur.
Contact	694 83 28 69

Fiche Partenaire 11 : Institut Supérieur de Technologie le Bon Berger

Institut Supérieur de Technologie Le Bon Berger	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Institution privée créée en 2008
Financements actuels / principaux	Le fonctionnement de l'institution repose essentiellement sur les frais de scolarité dont s'acquittent les apprenants.
Organisation et gouvernance	<p>L'institut est dirigé par un recteur et comprend trois écoles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'École Supérieure de Gestion et de Management (ESGM) ; • L'École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Ingénieur (ESTI) ; • L'École Supérieure des Sciences de la Santé (ESS). <p>Le recteur coordonne le fonctionnement de l'ensemble de l'institution et est appuyé par trois directeurs chargés de la supervision de chacune des écoles.</p> <p>Il existe une collaboration avec les universités de Dschang, Bamenda et Douala qui partagent le contenu de leurs formations pour être répliquées dans les cursus au sein de l'institut.</p> <p>L'institut compte 104 employés, y compris le personnel enseignant.</p>
Coût	Le coût des formations s'élève en moyenne à 300 000 FCFA (la fourchette est comprise entre 250 000 et 440 000 FCFA).
Profil des bénéficiaires actuels	L'institut accueille parmi ses étudiants, des jeunes venus du Tchad, de la République Centrafricaine, du Rwanda, du Congo et de la Guinée équatoriale.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'année 2022, l'institution a enrôlé 265 apprenants (pour les 3 écoles en 2022) ; • Elle compte en admettre jusqu'à 300 apprenants à partir de 2023.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Site internet (www.bonberger.org) ; • Réseaux sociaux ; • Supports papier (catalogues et prospectus) ; • Foires de la formation (événement organisés à Yaoundé à l'intention des jeunes où plusieurs instituts disposent de stands d'information et de communication) ; • Médias traditionnels : TV et radio.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce – Gestion – Droit ; • Informatique – Communication – Culture ; • Tourisme – Hôtellerie – Sciences scolaires ; • Industrie et Technologie ; • Technologie de l'information et de la Communication ; • Agriculture ; • Santé et Paramédical.
Conditions d'entrée	La sélection des candidatures s'opère sur dossier.
Déroulé des formations	Les formations durent d'un à trois ans en fonction du niveau de compétences et des qualifications des apprenants en début de formation.

Fréquence des cohortes	Chaque année, une nouvelle cohorte démarre au mois d'octobre
Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation disponible.
Curricula	Les formations diplômantes sont conçues par les universités partenaires et agréées par le MINESUP et le MINEFOP.
Formateurs	70% des formateurs sont des fonctionnaires, professeurs à plein temps.
Certification	L'institut est reconnu par le MINESUP et propose des diplômes de niveau BTS, Licence, et Master.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	L'institut dispose d'une expérience de collaboration avec une agence de l'ONU et prend déjà en charge des profils vulnérables : 10 réfugiés bénéficient d'un accompagnement financier du HCR pour différentes formations à l'institut chaque année.
Capacité d'absorption	L'institut peut accueillir 500 étudiants au maximum, soit 250 étudiants supplémentaires.
Partenariats en cours	L'institut a développé des partenariats avec les institutions suivantes qui ont permis 1) la création de 70 stages par ans ; 2) la conversion de ces stages en emploi pour 7 personnes au cours des deux dernières années : <ul style="list-style-type: none"> • Des hôpitaux ; • La société BRECK (entreprise de prestations de services) ; • Des sociétés de génie civil.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Aucun
Remarques	
Défis exprimés	L'institut manque de ressources financières pour rénover ses locaux.
Autres remarques	L'institut dispose d'une mini-cité pouvant loger des étudiants. Elle y accueille actuellement plusieurs étudiants étrangers et dispose d'une soixantaine de places supplémentaires pour les migrants de retour.
Contacts	
Point focal	KUAYE Zéphyrin
Contact	691 15 84 87

Fiche Partenaire 13 : Heritage Higher Institute of Peace and Development Studies (HEHIPEDS)

Heritage Higher Institute of Peace and Development Studies (HEHIPEDS)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	L'institut est une structure privée créée en 2017.
Financements actuels / principaux	Le fonctionnement de l'institut repose essentiellement sur les frais de scolarité dont s'acquittent les apprenants.
Organisation et gouvernance	<p>L'institut est dirigé par un directeur et un conseil d'administration et compte plusieurs écoles autonomes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le <i>Heritage Vocational Training Institute</i> (HEVOTI) lequel est un institut de formation professionnelle ; • Le <i>Heritage Comprehensive Institute</i> (HECOMIN) fonctionnant sur le modèle d'école du soir. <p>L'institut a noués des partenariats académiques avec les Universités de Bamenda et Maroua au Cameroun, ainsi que l'Université de Savannah aux États-Unis.</p> <p>Les cursus proposés par l'institut sont validés par le MINESUP et le MINEFOP.</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • HEHIPEDS et HEVOTI proposent des formations dont le coût est compris entre 350 000 et 650 000 FCFA ; • HECOMIN propose des cours du soir ainsi que des cours en ligne relativement peu onéreux (entre 45 000 et 65 000 FCFA).
Profil des bénéficiaires actuels	L'institut compte autant d'élèves issus du secondaire que de professionnels cherchant à renforcer leurs capacités. Il est important de remarquer que près de plus de la moitié des étudiants sont des déplacés internes.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • HEVOTI enrôle actuellement 500 apprenants ; • HEHIPEDS : 500 apprenants ; • HECOMIN : 1 000 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Deux types de canaux de communication sont utilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réseaux sociaux ; • Les média traditionnels (télévision, radio).
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Les formations sont proposées dans les filières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Business, finance et management ; • Génie mécanique ; • Ingénierie et technologie ; • Études de paix et action humanitaire.
Conditions d'entrée	La sélection des candidats s'opère sur dossier.
Déroulé des formations	Les formations se déroulent sur une période allant d'une à trois années, selon les diplômes des apprenants et leur niveau initial.
Fréquence des cohortes	La fréquence des cohortes est annuelle (une promotion chaque année sélectionnée en juin pour un démarrage en septembre).

Dominante (pratique ou théorique)	Les formations comportent une forte dimension pratique (70 à 80% du contenu des formations).
Alphabétisation	A travers HECOMIN un soutien à l'alphabétisation des élèves en difficulté peut être proposé.
Curricula	Les écoles suivent les programmes définis par le MINESUP et les formations diplômantes sont agréées par ce ministère.
Formateurs	L'institut compte 48 formateurs, pour la plupart issus des secteurs dans lesquels ils enseignent, afin de privilégier la dimension pratique de l'enseignement proposé.
Certification	<ul style="list-style-type: none"> • Les diplômes (BTS, Licence Pro, Master Pro) sont délivrés par le MINESUP. • L'institut a entrepris de mettre en place des formations de courte durée (trois à six mois) et certifiantes (Validation des Acquis Professionnels, Certificat de fin de formation) qui seront agréées par le MINEFOP
Suivi post-formation	L'institut dispose d'un service qui a la charge du suivi des élèves formés à travers des sondages par téléphone une fois par an.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	D'après les représentants du Centre, le taux d'insertion des diplômés sur le marché de l'emploi est de l'ordre de 80%.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>L'institut dispose d'une bonne capacité d'intégration de migrants de retour, notamment dans le cadre des cours du soir dispensés par HECOMIN (structure disposant notamment d'une expérience dans la prise en charge et l'accompagnement de personnes déplacées).</p> <p>Par ailleurs, les formations certifiantes de courte durée dont la mise en place est prévue pourraient être bien adaptées aux besoins des migrants de retour.</p>
Capacité d'absorption	<ul style="list-style-type: none"> • HEVOTI peut accueillir 250 apprenants supplémentaires ; • HEHIPEDS peut accueillir 200 apprenants supplémentaires ; • HECOMIN est à sa capacité maximale avec 1 000 apprenants.
Partenariat avec le secteur privé	L'institut a noué des partenariats avec le Port Autonome de Douala ainsi qu'avec des agences de voyage afin de faciliter le placement en stage / emploi des apprenants les plus performants.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Aucun partenariat de ce type n'a encore été mis en place.
Remarques	
Défis exprimés	<p>Deux difficultés principales sont mentionnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le centre souhaitait abaisser les frais de scolarité pour les profils les plus vulnérables mais n'a pas été en mesure de le faire pour des raisons budgétaires ; • La mise à niveau du plateau technique pour les formations en Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) (Filière Ingénierie et Technologie) est rendue difficile par le prix du matériel informatique.
Contacts	
Point focal	DZE NGWA Willy
Contact	695 31 31 92 / 671 17 37 67

Fiche Partenaire 14 : Institut Supérieur de Management et des Technologies Industrielles (ISMTI)

Institut Supérieur de Management et des Technologies Industrielles (ISMTI)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Institut privé fondé en 2014
Financements actuels / principaux	Le fonctionnement de l'institut repose essentiellement sur les frais de scolarité dont s'acquittent les apprenants.
Organisation et gouvernance	<p>La structure est organisée sous forme de groupe universitaire rassemblant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'Institut Supérieur de Management et des Technologies Industrielles (ISMTI) de Yaoundé ; • L'Institut Supérieur de Management et des Technologies Appliquées (ISMTA) de Fouban. <p>Un président du Conseil d'administration coordonne les deux écoles, lesquelles sont chacune dirigée par un directeur.</p> <p>Les deux structures ont noué des partenariats académiques avec les universités de Yaoundé II, Dschang, et Ngaoundéré.</p>
Coût	Le coût des formations est compris entre 300 000 et 650 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Plusieurs profils d'apprenants sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des étudiants diplômés du baccalauréat mais n'ayant pas poursuivi d'études universitaires ; • Des étudiants diplômés de l'université souhaitant compléter leur formation pour les rendre plus compétitifs sur le marché de l'emploi.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Le groupe compte 25 apprenants par spécialité, et au total :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 apprenants à l'ISMTI ; • 150 apprenants à l'ISMTA.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Le groupe peut s'appuyer sur un département de communication qui travaille essentiellement en ligne.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Les formations sont proposées dans les filières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commerce et Gestion ; • Médico-sanitaire ; • Gestion de collectivités Territoriales et Décentralisées ; • Science de l'éducation ; • Agronomie ; • Industrie et technologie ; • Business, finance et management.
Conditions d'entrée	La sélection des candidats s'opère sur dossier.
Déroulé des formations	Trois types de formations sont proposés :

	<ul style="list-style-type: none"> • La formation en BTS se déroule sur deux années, y compris deux stages en entreprise à la fin de chaque année scolaire ; • Le HND se déroule sur deux ans, sur le même modèle que le BTS, dont elle est la variante anglophone ; • La Licence professionnelle s'effectue en une à trois années. La durée de la formation dépend du niveau de diplôme des apprenants. Au moins un stage en entreprise est prévu chaque année.
Fréquence des cohortes	L'admission des apprenants a lieu une fois par an au cours de l'été.
Dominante (pratique ou théorique)	Les cours dispensés sont principalement théoriques (à 70%).
Alphabétisation	Un soutien ponctuel peut être apporté aux apprenants les plus faibles.
Curricula	Les programmes sont élaborés par les universités de Dschang et de Yaoundé II dans le cadre d'un partenariat académique. Les formations diplômantes sont agréées par le MINESUP.
Formateurs	Les formateurs sont issus des secteurs professionnels.
Certification	L'institut délivre les diplômes de BTS, HND et de Licence (diplômes nationaux).
Perdiem et taux de déperdition	D'après les représentants du centre, le taux de déperdition s'élève à environ 5%.
Suivi post-formation	Un mécanisme de suivi des diplômés prévu pour l'année prochaine mais aucun système n'a été défini pour le moment.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	Il n'existe pas d'accompagnement spécifique pour les plus vulnérables à l'heure actuelle au sein des instituts.
Capacité d'absorption	L'institut peut accueillir jusqu'à 600 étudiants (bien que seulement 200 actuellement inscrits).
Partenariat avec le secteur privé	L'institut a développé plusieurs partenariats avec des entreprises privées dans le but de faciliter le placement en stage/emploi. Par exemple : Transimex (Société de transport et de logistique), CAMRAIL (Société de transport ferroviaire).
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'institut a cherché à contacter le FNE pour bénéficier de leurs services mais n'a pas reçu de réponse.
Contacts	
Point focal	PEKEKEU Zakari
Contact	699 00 60 08 / 674 74 74 14

Fiche Partenaire 12 : Institut Supérieur de Technologie de l'Ontario (ISTO)

Institut Supérieur de Technologie de l'Ontario (ISTO)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	L'institut est une structure privée créée en 2020.
Financements actuels / principaux	Deux principales sources de financement : <ul style="list-style-type: none"> • Les frais de scolarité ; • Les fonds de l'association des ressortissants camerounais de l'Ontario (ARCO) au Canada.
Organisation et gouvernance	L'ISTO dispose de deux campus à Yaoundé et à Deido, gérés par un même coordinateur.
Coût	Le coût des formations est compris entre 250 000 et 380 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	L'ensemble des apprenants sont au moins diplômés du baccalauréat.
Capacité totale (actuelle et à terme)	L'ISTO accueille 25 apprenants par filière, 100 par campus, soit 200 au total.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Réseaux sociaux et internet : publicités Facebook et Google ; • Médias traditionnels : télévision et radio ; • Publicité (affiches) dans les deux villes cibles.
Détails sur les formations	
Filières de formation	Quatre principales filières de formation sont proposées : <ul style="list-style-type: none"> • Sciences médicales et sanitaires ; • Informatique et TIC ; • Industrie ; • Commerce – Gestion.
Conditions d'entrée	La sélection des candidats s'effectue sur dossier et entretiens de motivation.
Déroulé des formations	Les BTS se déroulent sur une durée de deux à trois ans.
Fréquence des cohortes	Les cohortes sont annuelles avec une formation qui commence fin septembre.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations sont en majorité axées sur la dimension de mise en pratique des acquis.
Curricula	Des partenariats académiques ont été noués avec des universités canadiennes (Ontario Tech notamment) afin de : <ul style="list-style-type: none"> • partager le contenu des formations ; • permettre des doubles diplômes et des stages au Canada ; • mobiliser des enseignants Canadiens. Les formations diplômantes sont agréées par le MINESUP.
Formateurs	L'équipe académique compte 30 enseignants, pour la plupart des professionnels actifs dans leurs secteurs de compétences.
Certification	Les diplômes proposés sont de niveau BTS.

Perdiem et taux de déperdition	<ul style="list-style-type: none"> • L'ARCO offre chaque année 25 bourses aux étudiants vulnérables les plus méritants. Ces bourses prennent en charge 70% des frais de scolarité ; • Selon les représentants du centre, le taux de déperdition serait de l'ordre de 4%.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	L'ISTO dispose d'une expérience dans la prise en charge de profils vulnérables (personnes en situation de handicap, déplacés internes, migrants de retour).
Capacité d'absorption	L'ISTO est en mesure de prendre en charge plusieurs dizaines de migrants de retour en supposant que leurs frais de scolarité soient financés par un partenaire.
Partenariat avec le secteur privé	L'institut a développé plusieurs partenariats avec des entreprises privées dans le but de faciliter le placement en stage/emploi. Par exemple : TSAGAL distribution ; SILG Africa ; YOUMERG ; DNE construction.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'ISTO préfère passer par des partenariats directs avec des entreprises pour essayer de convertir les expériences de stages en emplois de longue durée.
Contacts	
Point focal	NETONG Joel
Contact	657 28 41 33 / 696 98 70 09

Fiche Partenaire 16 : Institut Supérieur des Sciences Biologiques et Appliquées (ISSBA)

Institut Supérieur des Sciences Biologiques et Appliquées (ISSBA)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Institut privé créé en 2011
Financements actuels / principaux	Le fonctionnement de l'institut repose essentiellement sur les frais de scolarité dont s'acquittent les apprenants.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • L'Institut est dirigé par un recteur ; • En complément des formations déjà dispensées de l'institut, l'ISSBA prévoit d'ouvrir dans le courant de l'année 2023 un centre de formation professionnelle lequel proposera des formations de courte durée. Il est prévu que ce centre soit agréé par le MINEFOP.
Coût	Le coût des formations est compris entre 343 000 et 500 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	L'ISSBA accueille des élèves issus du secondaire ainsi que des professionnels, et des étudiants venant d'autres pays de la région.
Capacité totale (actuelle et à terme)	1 500 étudiants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Pour sa communication, l'ISSBA utilise à la fois les réseaux sociaux et les médias traditionnels (TV et radio).
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Dans le cadre des formations en BTS, Licence et Master, les filières suivantes sont proposées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Génie biologique ; • Médico-sanitaires ; • Génie électrique ; • Génie thermique ; • Agriculture et élevage ; • Génie informatique ; • Commerce et gestion.
Conditions d'entrée	En fonction des filières, la sélection des candidats s'opère sur concours ou sur dossier.
Déroulé des formations	Les formations se déroulent sur deux à trois années et incluent toutes des périodes de stage de mise en application.
Fréquence des cohortes	Une cohorte/an. Les cours démarrent à l'été.
Dominante (pratique ou théorique)	Pour la majorité des filières, l'accent est mis sur la dimension pratique de l'apprentissage.
Curricula	Les <i>curricula</i> sont conçus dans le cadre d'un partenariat avec les universités de Douala et de Bamenda et validés par le MINESUP.

Formateurs	Les formateurs sont, pour la plupart, des professionnels issus des secteurs dans lesquels ils enseignent.
Certification	<ul style="list-style-type: none"> • BTS, Licence et Master ; • L'institut a entamé un processus de conception de programmes de validation des acquis sur l'expérience, dans le cadre de formations de courte durée (en attente de validation par le MINEFOP).
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<p>L'institut ne dispose pas de statistiques précises relatives à l'insertion sur le marché de l'emploi de ses diplômés.</p> <p>Jusqu'à la dégradation sécuritaire dans les régions anglophones, l'ISSBA y obtenait des taux d'insertion relativement satisfaisants en raison du bilinguisme d'une partie de son enseignement. Ces résultats se sont détériorés depuis l'avènement de la crise politique et sécuritaire dans ces régions.</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	L'ISSBA a l'habitude d'accueillir des déplacés internes et d'apporter un soutien plus attentif aux profils les plus vulnérables socio-économiquement.
Capacité d'absorption	Au-delà des 1 500 places actuellement disponibles, 500 supplémentaires pourraient être créées dans les infrastructures existantes avec un soutien financier pour le recrutement des équipes support et pédagogiques.
Partenariat avec le secteur privé	<p>L'ISSBA a noué un certain nombre de partenariats dans le but de faciliter le placement des diplômés (chacune de ces structures propose une dizaine de stages). Parmi ces partenaires figurent par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur les filières santé : des hôpitaux, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS, entreprise d'État proposant des services de sécurité sociale), Centre Pasteur du Cameroun (CPC, laboratoire d'analyse médicale) ; • Sur les filières commerciales : des brasseries, Lancôme, et Régilait.
Contacts	
Point focal	Mme DJOMO - directrice
Contact	677 51 00 71 / 697 30 30 65

2.2. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers

Fiche Partenaire 17 : Programme PEA-Jeunes

PEA-Jeunes	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Organisme public – Maitrise d'ouvrage conjointe MINADER – MINEPIA
Financements actuels / principaux	Le PEA-Jeunes est financé par la FIDA depuis 2015. Le financement du premier volet de la programmation prendra fin début 2023.
Organisation et gouvernance	La direction du programme est située à Yaoundé. Elle coordonne la maîtrise d'ouvrage et dispose de représentants dans chaque région. La direction est composée de trois responsables de composante (ingénierie et formation, développement d'entreprise et finance rurale) appuyés par un responsable financier.
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Pour la formation</u> : 450 000 FCFA pour un jeune en structure d'incubation hébergé et nourri (frais couverts par le programme). • <u>Pour le financement du projet entrepreneurial</u> : 10% du coût du projet pris en charge par le bénéficiaire ; 45% financé par le PEA-Jeunes et 50% sous forme de prêt une fois le plan d'affaires défini. La contribution du bénéficiaire s'élève en moyenne à 300 000 FCFA. • Pour l'accompagnement de start-up en phase de croissance : 5 millions FCFA (couvert par le programme).
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Deux types de bénéficiaires accompagnés dans le cadre du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • À 95%, des jeunes souhaitant créer leur entreprise dans le secteur agricole, parmi lesquels : <ul style="list-style-type: none"> - 50% de jeunes n'ayant pas effectué d'études secondaires (primaire, CEP) ; - Des diplômés du secteur agricole ; - Des diplômés de secteurs autres. • À 5%, des entreprises en phase de croissance.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • 3 500 bénéficiaires depuis le début de mise en œuvre du programme en 2015. • La cible initiale était de 5 040 bénéficiaires mais cet objectif s'est avéré trop ambitieux compte tenu de l'importance du soutien nécessaire dans l'accompagnement de chacun des projets.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Deux principaux canaux de communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les ONG partenaires ; • Le chef de composante communication est chargé de la gestion des réseaux sociaux.
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p>La logique d'intervention du projet se fonde sur des bassins économiques au sein desquels sont identifiées les chaînes de valeur. 16 bassins ont été sélectionnés dans quatre régions et les formations techniques peuvent couvrir plusieurs chaînes de valeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dix filières végétales comprenant : manioc, plantain, ananas, cultures maraîchères, poivre ; • Quatre filières animales : porc, volaille, petits ruminants, élevages non conventionnels (escargots). <p>Les formations se concentrent sur des points d'amélioration pré-identifiés au sein des chaînes de valeur (par ex., vente d'intrants, transformation, distribution des produits).</p>
Conditions d'entrée	<p>Le programme s'appuie sur des ONG partenaires participant au recrutement des jeunes pour effectuer une première pré-sélection. Après cette étape, un comité de sélection des candidats comprenant un panel de représentants du MINEPIA et du MINADER au niveau régional est mis en place.</p> <p>Une fois la phase d'accompagnement achevée, le même comité de sélection valide les plans d'affaires conçus lors de l'accompagnement avec des institutions financières partenaires et des représentants de PME locales. Ces institutions financières et PME font partie de l'équipe de formateurs, ils contribuent à la qualité de la formation et du plan d'affaires des apprenants. Les plans d'affaires validés sont financés à 50% sous forme de crédit à la production par les instituts partenaires.</p>
Déroulé des formations	<p>Une phase d'incubation et de formation obligatoire s'effectue au sein de l'un des 16 incubateurs partenaires, parmi lesquels 10 viennent de recevoir l'agrément du MINMPEESA. NB : le CIP (Fiche Partenaire 2 : Centre d'Incubation Pilote), fait partie du réseau d'incubateurs du PEA-Jeunes.</p> <p>L'accompagnement proposé s'adapte aux besoins des participants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si les bénéficiaires n'ont pas besoin de prérequis technique, la formation se limite à une composante managériale ; • Si la cohorte porte sur l'étape de transformation des produits agricoles, une formation technique est proposée. Cette formation technique inclut une séquence de mise en application pratique au sein d'une entreprise partenaire. <p>En moyenne les processus de formation et d'accompagnement sont menés en parallèle et durent de deux à quatre mois.</p>
Fréquence des cohortes	<p>En général deux cohortes sont organisées chaque année. Chaque cohorte fait l'objet d'une mise à jour de l'analyse économique dans le bassin sélectionné.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>Le modèle du programme repose sur l'alternance : il existe un ruban pédagogique avec des séquences adaptées à chaque cohorte / spécialité. En général deux semaines de cours suivies d'une semaine de terrain servant à tester le projet et le marché. Cependant ce dispositif varie en fonction des centres.</p>
Curricula	<p>Le projet suit le curriculum 'Gérer Mieux votre entreprise' (GERME) conçu par le BIT et basé sur quatre types d'accompagnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation entrepreneuriale ; • Formation à la finance ; • Formation en leadership ; • Réarmement moral.
Formateurs	<p>Une formation des formateurs a été dispensée en faveur des formateurs permanents déployés au sein des incubateurs. En complément des formations initiales, des mentors sont actifs au sein entreprises partenaires dans le cadre des phases de mise en pratique.</p>
Certification	<p>Pas de certification.</p>

Perdiem et taux de déperdition	Entre l'identification du jeune, sa sensibilisation, la clarification de son projet, le plan d'affaires et le financement, le projet compte en moyenne 20% de déperdition. L'accompagnement est cependant très poussé tout au long du projet afin de minimiser au maximum ce taux de déperdition.
Suivi post-formation	A l'issue du cycle de formation, les bénéficiaires disposent d'un plan d'affaire, d'un crédit, et d'un coach de suivi (le plus souvent un staff de la structure d'incubation). Une évaluation mensuelle est proposée par le coach dans le cadre d'un plan d'accompagnement personnalisé.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Deux années après l'accompagnement, 20 à 25% d'entreprises sont encore en activité. Le faible taux de survie est attribué au manque de motivation des bénéficiaires.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le programme est spécialisé dans la prise en charge de profils vulnérables avec une stratégie genre (y compris les femmes enceintes), et une stratégie pour cibler les communautés isolées (pygmées). Cette stratégie a reçu le prix du FIDA à l'international pour accompagner les populations vulnérables notamment en raison : <ul style="list-style-type: none"> • De sa capacité à cibler les profils vulnérables les plus pertinents à travers le réseau d'ONG partenaires du projet : • Du niveau d'accompagnement lors de la phase de conception du plan d'affaires mais aussi sur le temps long lorsque les bénéficiaires développent leurs activités.
Capacité d'absorption	La capacité du programme à prendre en charge de nouveaux bénéficiaires est assez importante en théorie dans le mode de fonctionnement actuel du projet. La conception de la phase II est prévue pour le premier trimestre 2023 avec la FIDA. Cependant, la phase II et ses objectifs en termes de bénéficiaires n'est pas encore confirmée.
Partenariat avec le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Le programme dispose d'un réseau d'instituts de microfinance partenaires qui accompagnent les jeunes dans l'élaboration de leurs plans d'affaires et valident leurs projets en fin de parcours (cf. ci-dessus). Les principales institutions partenaires sont les suivantes : ACEP, UNICS, LA REGIONALE, RIC, PEOPLE FINANCE, CEPI, CAP FINANCE, MUFID NDOM, CECAW, RENAPROV. Ces institutions sont spécialisées dans l'accompagnement de projets d'auto-emploi et de TPE qui correspondent aux activités développées par les migrants de retour. • Le programme a permis la constitution d'un réseau d'environ un millier de TPE d'anciens bénéficiaires. Le réseau vise à mettre en commun les ressources des entreprises, partager des expériences, et développer des coopératives de production. Ces entreprises pourraient représenter un potentiel d'emploi, ou de stage de formation pour les migrants de retour souhaitant se spécialiser dans le secteur primaire.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le défi principal concerne la sélection des bons profils d'entrepreneurs ; • Il existe une marge d'amélioration au niveau des incubateurs afin que ceux-ci soient en mesure de sélectionner eux-mêmes des bénéficiaires dans le cadre de filières et de marchés précis.
Autres remarques	L'un des extraits de l'intervention est la création d'une plateforme d'incubateurs agréés par le MINPMEESA sur laquelle de futurs projets pourront capitaliser.
Contacts	
Point focal	Hyacinthe Founsié – Chargé de la composante finance rurale.
Contact	+237 90 30 28 69

Fiche Partenaire 18 : Graines de Talent (GDT)

Graines de Talent (GDT)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Association pilote créée en 2013 par un consortium d'ONG incluant la Fondation Agro-PME et le Service International d'Aide au Développement (SIAD - Une organisation de la société civile Franco-Africaine spécialisée dans le développement économique en Afrique) dans le cadre d'un financement de l'Union européenne.
Type d'appui apporté	Le mandat de la structure comprend la formation professionnelle, l'accompagnement technique des entreprises et l'appui à l'accès aux services financiers.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> Le SIAD est l'un des principaux soutiens financiers des activités de Graines de Talent depuis sa création ; Le programme CMPJ <i>incubator</i> est financé par le 'Plan triennal spécial jeunes' ; L'Union européenne a soutenu l'organisation à plusieurs reprises : dans le cadre d'un financement initial octroyé de 2010 à 2013, puis dans le cadre du projet ARCHIPELAGO.
Organisation et gouvernance	<p>Graines de Talent (GDT) a vu le jour grâce au partenariat entre la fondation Agro-PME et le SIAD et constitue à présent pour ces deux structures le partenaire technique chargé de créer des incubateurs au sein des CMPJ.</p> <p>Composition du comité de direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président : Directeur de la Fondation AGRO-PME ; VP : Directeur du SIAD ; VP #2 : Chargé du contrôle des activités ; Secrétaire Général ; Trésorière ; Conseiller chargé de la structuration des incubateurs (CSI) ; Conseiller technique Comité de Sélection des porteurs de Projets ; Comité de compagnonnage et de mécénat (CCM) - en charge du financement des centres et des entreprises incubées ; Comité d'Engagement et de Partenariat (CEP) – en charge de la création de partenariats avec les entreprises.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes non diplômés bénéficiaires de formations dispensées par les CMPJ, préalablement à la création de leur entreprise dans le cadre de l'accompagnement proposé par Graines de Talent.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Graines de Talent a accompagné entre 2019 et 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de financements publics, 300 jeunes porteurs de projets issus de formations des CMPJ. Dans le cadre de financements privés (<i>Blue Bees</i>), 400 jeunes dans le cadre de projets d'incubation d'entreprises. <p>L'organisation est en mesure de prendre en charge environ 200 bénéficiaires par an.</p>
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> Les tracts papiers ; Les réseaux sociaux ; Sensibilisation au sein des CMPJ.

Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p>Types d'appuis proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Incubation directe de projets au sein des CMPJ</u> : GDT fournit des kits d'installation afin de soutenir les bénéficiaires dans le cadre du démarrage de leurs activités professionnelles. Les secteurs d'activités varient selon les CMPJ et les spécificités locales au sein desquels ils sont implantés. L'accompagnement démarre par une formation en alternance, suivie d'un coaching à la formulation d'un projet. L'incubation de l'entreprise a lieu sur place au sein des CMPJ. La structuration du temps d'incubation dépend en large partie du profil socio-professionnel du bénéficiaire (diplôme, enfants à charge, expérience, etc.). • <u>Programme d'accélération</u> : ce programme est disponible quand le potentiel de croissance de l'entreprise est très élevé. Il s'adresse le plus souvent aux entreprises de transformation agricole, en partenariat avec l'entreprise Tales Services (laquelle intervient dans la transformation, le séchage des fruits et la pâtisserie). Cet accompagnement appelé « Clinique TPE » vise les TPE ayant trois années d'existence, dirigées par un gérant âgé de 16 à 35 ans. Il inclut (1) un diagnostic de la situation de l'entreprise, (2) des formations à la gestion d'entreprise, à la recherche de financement, et à l'informatique ; et (3) un accompagnement assuré par des mentors. • <u>Incubation d'incubateurs dans les CMPJ</u>. 56 projets répartis au sein des 56 CMPJ dans le cadre du programme <i>CMPJ incubator</i> sur financement du MINJEC avec le PTS Jeunes. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de promotion de l'auto-emploi du MINJEC. • <u>Incubation d'incubateurs au sein d'autres établissements d'enseignement supérieur et de formation professionnelle</u> : Plusieurs établissements disposent d'incubateurs mis en place par Graines de Talent : l'École Nationale Supérieure des Postes et des télécommunication, l'École Publique d'Agriculture de Binghela (EPAB) et l'Institut Agricole d'Obala (IAO). • <u>ARCHIPELAGO</u> : dans le cadre du projet de 'Mise en place d'un dispositif d'insertion socioprofessionnelle des jeunes à travers le renforcement de l'offre de formation professionnelle et entrepreneuriale dans le département de Moungo au Cameroun'. GDT est impliqué dans l'accompagnement des jeunes entrepreneurs du projet dans le cadre d'un dispositif d'insertion dans les métiers ruraux non agricoles. • <u>Project Joy</u> : ce projet porté par un consortium de PTF incluant le BIT et le FIDA vise à faire du placement dans l'emploi et du développement de PME dans le secteur agricole. Le projet se concentre dans les zones de Moungo, Wouri et Ménoua. En 2023, dans le cadre d'une seconde phase du projet, est prévue la création de Pôles emploi spécialisés dans les métiers de l'agriculture. En fonction des résultats obtenus, une mise à l'échelle au niveau national pourrait être envisagée. <p>Les bénéficiaires sont principalement des jeunes ayant suivi des formations dispensées par les CMPJ.</p>
Microfinance	<p>Types d'appuis proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Graines de Talent a établi des partenariats avec un établissement de microfinance de deuxième catégorie¹ dans le cadre du programme

¹ Établissement de type associatif, coopératif ou mutualiste, dont le capital minimum n'est pas fixé, ou très bas.

	<p>ARCHIPELAGO (Mutuelle pour la Promotion de L'Épargne et du Crédit d'Investissement – MUPECI, spécialisée sur les activités rurales) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • S'agissant des projets portés par les incubateurs localisés au sein des CMPJ, certains sont financés par des fonds publics dans le cadre du 'Plan triennal spécial jeunes'.
	<p>Bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une vingtaine de jeunes bénéficiaires du programme ARCHIPELAGO ; - Quelques jeunes dans le cadre du CMPJ <i>Incubator</i> (financements du PTS-Jeunes).
Formations courtes	<p>Des formations professionnelles courtes sont proposées aux jeunes non scolarisés en phase de démarrage du processus d'accompagnement. Un certain nombre de jeunes de niveau baccalauréat sont également en demande de ces formations.</p> <p>La formation initiale est organisée en alternance et encadrée par des formateurs et des mentors.</p>
Certification	<p>GDT remet des attestations de participation mais ne propose pas de certification ou de diplôme.</p>
Suivi des bénéficiaires	<p>Une période de coaching est proposée au démarrage de la start-up, suivie d'une période d'incubation de deux à trois ans.</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>Tout accompagnement commence par une évaluation des prérequis et du potentiel entrepreneurial des bénéficiaires, dans le but d'adapter la formation aux besoins individuels. Cet accompagnement individualisé permet également aussi d'intégrer des profils vulnérables comme ceux des migrants de retour et d'éviter leur décrochage en milieu de parcours.</p>
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Des partenariats ont été noués avec des entreprises en mesure de participer à la formation en alternance des bénéficiaires à travers des stages. Par exemple : <i>Volunters</i>, <i>Tales Services</i>, <i>Blue Bees</i> ; • Des partenariats ont également été noués avec des instituts de microfinance : COFIDES Nord-Sud (Coopérative Financière pour le Développement de l'Economie Solidaire) ; FADEV, FIATOP. • Dans le cadre de la décentralisation, l'objectif de GDT serait de travailler davantage par la suite avec les communes, surtout dans la lutte contre l'exode rural avec des partenaires clefs rencontrés dans le cadre des projets ARCHIPELAGO et JOY notamment.
Remarques	
Défis exprimés	<p>Le principal défi rencontré par les entrepreneurs est celui de l'accès aux financements : le secteur agricole est particulièrement touché, les établissements bancaires le considérant comme trop risqué. Par conséquent ceux-ci exigent des collatéraux très importants (titres fonciers) lesquels sont d'une valeur bien supérieure au montant du prêt sollicité.</p>
Contacts	
Point focal	<ul style="list-style-type: none"> • Bertrand Kenmogne Nouchomb – Responsable pédagogique et des formations. • Martin Francis Zogo Mbole – Conseiller technique #2 en charge du comité de structuration des incubateurs.
Contact	<p>6 71 48 04 68 b.kenmogne@grainedetalent.org 6 79 58 10 74 f.zogo@grainedetalent.org</p>

Fiche Partenaire 19 : Caisse d'Épargne et de Crédit (CEC)

Caisse d'Épargne et de Crédit (CEC)	
Pays	Cameroun
Région	Littoral
Ville	Douala
Structure	
Type de structure	Structure privée, établissement de microfinance de 2 ^e catégorie.
Types d'appuis proposés	<p>Financement de structures et de projets d'entreprise dans différentes filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Artisanat ; • Petit commerce ; • Petits élevages. <p>L'institut propose également des modules d'éducation financière aux clients à travers ses agents commerciaux.</p>
Financements actuels / principaux	Fonds propres de la CEC.
Organisation et gouvernance	<p>La CEC est composée de trois organes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Conseil d'administration (CA), en charge du contrôle, de la supervision et du suivi des activités. Il se réunit trois fois/an ; • La Direction Générale : elle fixe les orientations stratégiques, lesquelles sont validées par le CA, et en assure l'exécution quotidienne. La Direction Générale assure la supervision des activités des services suivants : la Direction Générale Adjointe, la Direction Administrative et Financière, la Direction de l'Exploitation ; • L'Assemblée Générale : Elle réunit tous les actionnaires une fois par an pour valider les comptes et renouveler le mandat du DG. Elle désigne un Commissaire aux Comptes chargé de rendre compte à l'AG. <p>La CEC dispose de neuf agences localisées dans les villes de Douala, Yaoundé, Kribi et Nkongsamba. Le siège de l'organisation se trouve à Douala.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Les bénéficiaires sont des porteurs de projets d'auto-emploi, pour la plupart dans les domaines de l'artisanat, du petit commerce, et du petit élevage dans les villes de Douala, Yaoundé, Kribi et Nkongsamba.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le portefeuille de la CEC contient plus de 5 500 épargnants et 300 porteurs de projets.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Trois principaux canaux de communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion des informations par SMS aux clients ; • Flyers distribués lors d'événements générant une forte affluence ; • Détachements d'Agents commerciaux dans les marchés et autres lieux d'affluence pour chargés de présenter les produits et les services proposés par la CEC. <p>Un consultant a également été recruté pour digitaliser la communication de la structure.</p>
Détails sur l'offre de service	

Appuis proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Octroi de micro-crédit : à ce jour, plus de 200 millions FCFA ont été prêtés à des porteurs de petits projets ; • Financements de TPME : plus de 2 milliards FCFA investis ; • Éducation financière pour les porteurs de petits projets : soutien à la création de plans d'affaires, gestion d'un compte d'opération et notions comptables ; • Inclusion financière : la CEC travaille à sensibiliser les commerçants à l'existence de services bancaires adaptés à leurs activités professionnelles.
Formations	Formation informelle à la comptabilité en faveur des clients de la CEC.
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	La CEC est disposée à accompagner les migrants de retour en leur fournissant des crédits pour une activité économique. Les employés de la CEC sont particulièrement formés afin de proposer des services de sensibilisation et d'éducation financière qui sont adaptés aux migrants de retour souvent en difficulté quand il s'agit d'élaborer un plan d'affaire et d'utiliser à bon escient des services financiers qu'ils considèrent inaccessibles ou ne connaissent pas. Cependant, cet accompagnement a besoin d'être soutenu par les partenaires internationaux ou nationaux car la capacité de financement de la CEC est limitée.
Partenariats existants	La CEC a bénéficié par le passé de financements de l'Union européenne dans le cadre d'un projet mis en œuvre en collaboration avec le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR). Elle a, dans ce cadre, mis en place deux agences en zone rurale (à Kribi avec une spécialisation dans le financement des activités de pêche et à Nkongsamba sur les chaînes de valeurs de fruits et légumes) afin de favoriser l'inclusion financière des petits producteurs.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le recouvrement des fonds est parfois limité par la faillite des porteurs de petits projets ; • Les capacités financières de la CEC ne lui permettent pas de financer l'ensemble des projets viables qui lui sont soumis.
Contacts	
Point focal	M. Kombo (Directeur Général)
Contact	+237 233 43 17 50

2.3. Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat

Fiche Partenaire 20 : Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat (BSTP)

BSTP	
Pays	Cameroun
Région	Littoral
Ville	Douala
Structure	
Type de structure	Groupement d'Intérêt Public (GIP) créé par le Gouvernement camerounais en 2013.
Financements actuels / principaux	<p>Le budget de fonctionnement de l'organisation elle-même est couvert par le ministère des Finances. Le budget d'investissement public que la BSTP a à sa disposition pour les entreprises inscrites au sein de son réseau est couvert par le MINPMEESA.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le budget de fonctionnement est d'environ 200 millions FCFA / an. Le budget annuel d'investissement pour les entreprises s'élevait à 50 millions FCFA en 2022. Cette part a pour objectif de financer les projets et les aides aux entreprises.
Organisation et gouvernance	<p>La BSTP est composée d'un comité paritaire d'orientation composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sept Ministères dont le MINPMEESA, ministère de tutelle de la BSTP ; Sept organisations privées, y compris la Chambre de Commerce et le GICAM. <p>Les statuts du GIP prévoient des réunions deux à trois fois par an. Cependant, en raison du manque de moyens alloués, elles ont généralement lieu une fois par an.</p> <p>L'organisation dispose d'un effectif opérationnel réduit, comprenant 12 personnes localisées à Douala, et structuré de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un département de profilage (soutenu par l'ONUDI). Il a la charge de la création et de la mise à jour d'une base de données d'entreprises en mesure de proposer des activités de sous-traitance en faveur de grandes entreprises camerounaises ou de multinationales ; Un département de '<i>Benchmarking</i>' des performances des entreprises.
Coût	Le coût des formations proposées par la BSTP est variable mais s'élève dans la plupart des cas à 1 million de FCFA environ pour trois mois (prix indicatif par participant dans le cadre de la dernière formation organisée - soudure).
Profil des bénéficiaires actuels	<p>La BSTP est principalement active dans trois secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Génie Électrique ; Génie Civil ; Génie mécanique. <p>Ces secteurs se révèlent les plus porteurs selon les analyses émergent de la cartographie des entreprises et de la mise à jour du baromètre réalisées par la BSTP chaque année. Dans la cartographie des PME actives à Douala, 50% des PME évoluent dans l'un ou plusieurs de ces trois secteurs.</p>
Stratégie de communication	<p>L'organisation s'appuie sur la base de données des entreprises de sous-traitance évoluant dans 12 secteurs dont les trois principaux cités supra.</p> <p>La BSTP détache des consultants sur le terrain, lesquels sont chargés d'identifier les entreprises correspondant aux critères de sélection du BSTP.</p>

Détails sur les activités et les formations du BSTP

Activités du BSTP	<p>La BSTP propose cinq types d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Mise en relation</u> : rapprochement entre les grandes entreprises et les PME. • <u>Profilage</u> : recensement des capacités humaines, financières et techniques des PME. Les résultats sont consignés dans la base de données du BSTP. • <u>Benchmarking</u> : analyse comparative des pratiques et des performances des entreprises. 251 diagnostics d'entreprises ont été réalisés depuis 2014. • <u>Développement des opportunités de sous-traitance</u> : identification des opportunités de sous-traitance sur le marché local et international. 653 mises en contact ont été réalisées depuis 2014. Elles ont permis la conclusion de 242 contrats entre 186 PME et 28 grandes entreprises. Ces activités ont permis la création de 6 216 emplois.² • <u>Renforcement de capacité des fournisseurs</u> : des formations visant à encourager la mise en place de techniques de production conformes aux normes internationales de production et d'exportation sont proposées. Ce travail s'effectue en collaboration avec de grandes entreprises partenaires, essentiellement à travers des formations techniques en entreprise.
Conditions d'entrée	<p>Une fois qu'une TPE/PME est identifiée comme pouvant potentiellement rejoindre le réseau, la BSTP détache une équipe de profileurs/évaluateurs. Leur mission est d'effectuer plusieurs visites au sein de l'entreprise pour évaluer sa performance et ses pratiques. Les évaluateurs confirment ainsi qu'elle répond bien aux critères de sélection.</p>
Déroulé des formations	<p>Les formations proposées varient en fonction des besoins des entreprises. Par exemple, des soudeurs ont récemment été formés dans le but d'adapter leur production aux normes américaines. A l'issue d'une formation de trois mois, 27 soudeurs ont été homologués à plusieurs normes internationales : AWS/ISO, ASME et API.</p>
Fréquence des cohortes	<p>La fréquence des cohortes dépend de la disponibilité des financements. Environ trois formations sont organisées chaque année. En 2022, trois des six formations prévues par le budget d'investissement public ont été réalisées.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>Les formations proposées sont à dominante pratique et directement dispensées au sein des entreprises.</p>
Curricula	<p>Les formations sont ajustées aux besoins spécifiques des TPE/PME et font l'objet d'adaptations / révisions continues.</p>
Formateurs	<p>La plupart des personnes qui travaillent avec la BSTP dans le cadre de l'identification des entreprises bénéficiaires sont des consultants. Les formations / activités de renforcement de capacités sont ensuite dispensées par les employés de la BSTP => 80% des activités de la BSTP sont des activités de formation auprès des entreprises. C'est dans le cadre du Programme d'Amélioration de la Compétitivité de l'Economie Camerounaise (PACOM) mis en œuvre par l'ONUDI entre 2013 et 2018 que beaucoup de formations de formateurs ont été organisées pour les employés de la BSTP. L'approche est à présent poursuivie avec les fonds gouvernementaux.</p>
Certification	<p>Plusieurs certifications techniques sont proposées dans le cadre des programmes de formation organisés directement par la BSTP avec les fonds gouvernementaux. L'Agence des Normes et de la qualité (ANOR) au Cameroun, membre de l'Organisation</p>

² Documentation partagée par la BSTP durant l'entretien d'Altai Consulting à Douala en Octobre 2020. Information disponible en ligne. <https://bstpcameroun.fr/assets/files/uploads/BSTP-en-chiffres-et-en-mot.pdf>

	internationale de normalisation ISO, est mobilisée sur certaines des formations organisées par la BSTP par exemple.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<p>Types d'emplois générés par les mises en relations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emplois directs à durée déterminée (pour la plupart) ou à durée indéterminée. Au total, 6 216 emplois ont été créés grâce aux contrats de sous-traitance facilités par la BSTP. - Au-delà de la base de données des entreprises, la BSTP dispose également d'une base de données de profils à placer dans les secteurs porteurs. 703 personnes sont référencées selon leurs qualifications et leurs secteurs d'expertise.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<p>La BSTP est en mesure de fournir plusieurs services aux migrants de retour y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le placement dans les entreprises du réseau si les migrants de retour disposent des compétences adéquates. Ce placement en stage pourrait être effectué dès la fin de la formation ; - Le référencement des migrants de retour qualifiés dans un secteur industriel dans leur base de données.
Partenariat avec le secteur privé	<p><u>Projet FARE pour la formation d'électriciens :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La fondation Schneider dispose d'un programme régional visant à développer les compétences des électriciens. L'Institut Panafricain pour le Développement (IPD) est l'un des partenaires de Schneider dans ce projet. Sur financement de Schneider, l'institut forme essentiellement des électriciens. La BSTP a développé un autre partenariat avec l'IPD et le FNE visant à faciliter le placement des apprenants qualifiés au sein des TPE/PME du réseau. Bien qu'il ne s'agisse pas du cœur de son mandat, la BSTP soutient également les entreprises dans le cadre de leur politique de recrutement d'une main d'œuvre de qualité. <p><u>Collège De La Salle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La BSTP a également développé un partenariat avec le collège De La Salle dans le cadre de la formation en chaudronnerie et mécanique, accessible aux apprenants non diplômés du baccalauréat. La BSTP facilite ensuite le placement en stage au sein des entreprises du réseau. <p><u>Autres conventions avec les écoles qui forment les professionnels des industries :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La BSTP a également passé des conventions avec les Écoles Nationales Polytechniques de Yaoundé et de Douala. Leur objectif est d'assurer que les formations théoriques soient systématiquement combinées avec des expériences en entreprise au sein des membres du réseau BSTP. <p>La BSTP dispose donc déjà d'accord de stages avec plusieurs entreprises et pourrait faciliter le placement des migrants de retours à l'issue d'un parcours de formation.</p>
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Avec le FNE dans le cadre du projet FARE (<i>voir supra</i>)
Remarques	

<p>Défis exprimés</p>	<p>Les principaux défis rencontrés par les TPE/PME soutenues par la BSTP sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>L'accès aux financements</u> : dans le cadre du programme PACOM mis en œuvre par l'ONUDI, la BSTP envisageait la création d'une société de cofinancement mutuel financée par les entreprises du réseau. La question de la garantie de financement a été un problème bloquant pour mettre en place ce modèle qui, prenant la forme d'une coopérative, nécessitait que chaque membre place 1 million FCFA pour constituer un fonds de garantie. Il nécessitait la participation d'un minimum de 200 entreprises afin de collecter un collatéral substantiel pour obtenir des prêts auprès de banques. Le processus est actuellement bloqué car seulement 23 PME seraient prêtes à participer au fonds de garantie pour souscrire à des emprunts selon ces modalités. Les autres entreprises sondées n'ont pas les moyens d'engager 1 million FCFA en garantie. • <u>La formalisation des contrats avec les grandes entreprises</u> : pour répondre à cette problématique, la BSTP a développé une charte de la sous-traitance gouvernant les relations entre les parties. Celles-ci n'étaient en effet que rarement formalisées. Les 28 acheteurs qui travaillent actuellement avec des sous-traitants camerounais grâce au travail de la BSTP suivent cette charte. Beaucoup d'entreprises passent encore hors des circuits formels. • <u>L'inadéquation des qualifications des demandeurs d'emplois avec les besoins des entreprises</u> : Il existe sur le marché du travail un grand nombre de diplômés de l'enseignement supérieur et insuffisamment d'artisans.
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Evariste Yameni – Directeur général</p>
<p>Contact</p>	<p>y_evariste@yahoo.fr 696201312</p>

Fiche Partenaire 21 : Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME)

Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Agence publique – Établissement public administratif.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • L'agence dispose d'une autonomie de gestion financière mais dépend des subventions de l'État ; • Un agent comptable de l'État est détaché pour la gestion des fonds publics ; • Les financements de l'APME sont complétés à travers certains projets mis en œuvre par les PTF (l'AFD notamment).
Organisation et gouvernance	<p>L'agence est composée d'un Conseil d'administration ; d'un directeur général, d'un directeur général administratif, et de quatre départements techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le guichet unique pour les entreprises ; • L'observatoire audit et qualité ; • Le département 'Développement et restauration des entreprises' ; • Le département 'Création des entreprises' qui assure la coordination des antennes de création/formalisation des entreprises sur le territoire, les Centres de Formalisation des Entreprises (CFCE). <p>L'APME dispose également de six départements régionaux et 10 CFCE, ainsi que de structures de support (ressources humaines, service juridique, communication et traduction). Au total, l'agence compte 130 employés.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	TPE et PME
Capacité totale (actuelle et à terme)	La gestion de l'APME se fait par projet. Ses capacités sont donc principalement déterminées par sa capacité à démarcher les PTF sur des projets concrets.
Détails sur les projets mis en œuvre par l'APME	
Projets mis en œuvre	<p><u>Objectifs et missions de l'agence</u> : constituer la référence nationale en matière d'accompagnement des TPE – PME.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La principale fonction de l'APME est de faciliter la création d'entreprises à travers un guichet unique. Ce service permet de créer une entreprise en 72H et de centraliser toutes les démarches (Greffes des tribunaux pour la création de l'entreprise, services fiscaux pour le numéro d'identification unique, enregistrement auprès du Trésor et de la Sécurité Sociale Camerounaise - CMPS). • Toutes les entreprises qui anticipent des besoins d'importation de matériel peuvent s'adresser également à l'APME pour importer du matériel de l'étranger détaxé. Cette exemption de taxe s'effectue en contrepartie d'engagement en termes de création d'emplois dans l'entreprise bénéficiaire. Il existe un comité réunissant la douane et la Direction Générale des Impôts pour permettre l'obtention de l'exonération. <p><u>Au-delà de ces services principaux, l'APME organise son action par projets pour traiter des services suivants :</u></p>

	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Fonds de prototypage</u> (depuis 3 ans) : fonctionne par appels à projets pour identifier les entreprises innovantes. Les entreprises sélectionnées sont accompagnées grâce à la mise en place d'un fonds (un soutien financier, technique et un coaching dans la durée sont notamment proposés). • <u>Investissements en faveur des TPE</u> : Un projet financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) prévoit de soutenir des TPE existantes rencontrant des difficultés structurelles de financement d'équipements. Il vise à faciliter le regroupement en associations et coopératives pour l'utilisation jointe d'équipements. Par exemple, dans le nord du pays, le programme a permis l'investissement dans un séchoir communal accessible à plusieurs entrepreneurs actifs dans la production de piments. • <u>Projet TRANSFAGRI mis en œuvre en partie par l'APME sur financement AFD</u> : Ce projet est basé sur la distribution de chèques services dans le cadre du dispositif « DIFASE ». Celui-ci vise à faciliter l'accès aux services non financiers (partage de services et de formations entre plusieurs TPE, financé à 95% par le projet et à 5% par les entreprises). <ul style="list-style-type: none"> ○ Au sein du projet, les entreprises sont encouragées à se rassembler en cluster pour bénéficier des services. Cela permet de faciliter le partage d'expérience sur les défis rencontrés dans la croissance des entreprises. Le projet couvre six bassins économiques dans sept régions (Centre, Littoral, Sud-Ouest, Ouest, Nord-Ouest, Adamaoua et Nord). ○ A ce jour, plus de 2 000 entreprises ont bénéficié des chèques services mais en termes d'accompagnement, de sensibilisation et de renforcement de capacité près de 6 000 entreprises ont été couvertes. • <u>Projet de mise à niveau des entreprises</u> : en collaboration avec l'université du Québec à Trois Rivières (UQTR). Le projet propose des solutions techniques qui permettent de résoudre des problèmes d'organisation, d'optimiser la gestion financière de l'entreprise et d'éviter le recours aux prêts pour la croissance. L'objectif est de trouver des alternatives aux financements en faisant des ajustements en interne en termes de structures de coûts. 50 entreprises ont été sélectionnées et sont accompagnées. • <u>Programme « KAISEN »</u> (partenariat avec la JICA). Le projet prévoit la création d'un Centre régional d'excellence. L'objectif est de favoriser l'amélioration continue de la compétitivité des PME Camerounaises. Des consultants japonais sont mobilisés pour faire des formations de formateurs (« consultants KAISEN »). La formation se fait par vagues et par niveau. Dans la première phase de mise en œuvre, 100 à 150 entreprises ont été soutenues par les consultants KAISEN. • <u>Projet ACP-Business Friendly (appui de l'ONUDI)</u>, qui a commencé un profilage des opportunités d'investissement dans les entreprises (avec le personnel de l'APME).
Remarques	
Capacité d'intégration des migrants de retour	<p>L'APME dispose d'une base de données consignait l'ensemble des entreprises bénéficiaires de ses services et pourrait jouer un rôle d'intermédiation entre les entreprises et les migrants de retour en recherche d'emplois.</p> <p>Cela pourrait être particulièrement pertinent notamment pour les entreprises qui se sont engagés à des objectifs de création d'emploi en échange du crédit d'impôt pour leurs importations.</p>
Contacts	
Point focal	MOUGA Amisobel – Cellule évaluation et impact.
Contact	amimouga@gmail.com 699986356

Fiche Partenaire 22 : Fonds National de l'Emploi (FNE)

Fonds National de l'Emploi (FNE)	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	Établissement public doté d'une autonomie financière. Le FNE est placé sous la tutelle technique du MINEFOP et la tutelle financière du MINEFI.
Type d'appui apporté	Le FNE est un service public d'emploi mis en place par l'État avec le mandat suivant : <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre la politique de l'État en matière d'emploi ; • Assurer l'intermédiation entre les demandeurs d'emploi et les employeurs ; • Assurer l'orientation des jeunes vers la formation professionnelle.
Organisation et gouvernance	Le travail du FNE s'effectue à travers 10 agences régionales et six agences locales employant 124 conseillers emploi et 318 agents d'accompagnement. Ces équipes mettent en œuvre les activités du FNE à travers des projets ciblant des profils spécifiques : jeunes, vulnérables, femmes, cadres de haut niveau, population rurale. L'un de ces projets vise spécifiquement la réinsertion de la main-d'œuvre qualifiée formée à l'étranger, le programme d'appui au retour des immigrés Camerounais (PARIC).
Profil des bénéficiaires actuels	Créé en 1990, le FNE compte, au cours des trente dernières années, à son actif : <ul style="list-style-type: none"> • 1 172 176 personnes accueillies ; • 807 000 personnes insérées ; • 117 505 personnes formées ; • 75 087 projets financés ; • 187 718 emplois directs créés à travers les projets mis en œuvre.³
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Site web en cours de mise à jour ; • Bornes-emplois au niveau municipal : il s'agit de box installés à certains carrefours des villes de Yaoundé et de Douala. Ces box offrent la possibilité d'accéder aux informations relatives aux activités du FNE et aux offres d'emplois actives, ainsi que de s'inscrire aux sessions d'accompagnement proposées par le FNE.
Détails sur l'offre de service	
Structuration des services liés à l'insertion et l'emploi	Le FNE propose trois catégories de services : <ul style="list-style-type: none"> • L'intermédiation entre entreprises et demandeurs d'emploi ; • Le financement de projets entrepreneuriaux ; • L'inscription à des formations dispensées par des centres de formation professionnelle. <p>Le FNE finance la formation professionnelle des jeunes les plus méritants et apporte une aide financière à l'installation de ceux qui ont mis sur pied des projets innovants. Cependant, Le FNE ne dispose pas de ressources suffisantes pour apporter cet appui chaque année.</p>

³ Site officiel du FNE : <https://www.fnecm.org/index.php/fr/>

<p>Programmes liés à l'emploi salarié et intermédiation sur le marché du travail</p>	<p><u>Trois principaux programmes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Urban Special Employment Program (USEP)</u>: ce programme intervient dans le cadre de l'entretien urbain par l'approche HIMO. Un contrat a été passé entre le FNE et les communes avec les fonds du MINEPAT. Le programme est actuellement mis en œuvre dans trois communes de petite taille (une dans la région Nord, une dans la région Centre, et une dans la région Littoral). Dans ce projet, des cohortes de 50 jeunes par commune suivent une formation en Bâtiments et Travaux Publics tout en travaillant sur des projets HIMO de rénovation d'infrastructures. Les partenaires impliqués dans ce projet sont le FNE, le MINEFOP, le BIT le Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat et les trois Communes concernées. Les jeunes travaillent dans les domaines tels que le jardinage, la maintenance électrique, la plomberie, la fabrication des pavés. • <u>Programme d'Appui à l'Insertion et la Réinsertion des Personnes Vulnérables (PAIRPEV)</u> : Ce programme, financé par le gouvernement en partenariat avec le Royaume-Uni, a débuté en 2018 et vise à faciliter l'insertion socioprofessionnelle des personnes vulnérables. Le programme est encore en cours de mise en œuvre et pourrait accueillir des migrants de retour répondant aux critères de sélection. • <u>Le Programme Emploi Diplômé (PED)</u> : il s'agit d'un programme de stage (pré-emploi) visant à faciliter l'insertion des jeunes diplômés sans expérience professionnelle. Il permet à ces jeunes d'acquérir une expérience professionnelle et de percevoir un revenu. La stratégie de ce programme est basée sur le partage des indemnités de stage entre le FNE et l'entreprise. Le programme est à l'arrêt en raison d'un manque de financements ; 1 000 étudiants ont cependant pu en bénéficier jusqu'à présent.
<p>Programmes d'appui à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat Et financement de projets</p>	<p><u>Principaux programmes / partenariats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Programme d'Appui au Retour des Immigrés Camerounais (PARIC)</u>. Ce programme a débuté en 1998 et est toujours actif. Il vise à permettre le financement du retour de migrants camerounais (prise en charge du transport, de l'installation et de la réinsertion socio-professionnelle). Il vise à permettre une formation rapide, généralement dans les domaines suivants : agriculture, élevage et métiers du numérique. Ce programme est financé par l'Allemagne (GIZ), l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) et le gouvernement du Cameroun. Il a permis le retour de plusieurs centaines de membres de la diaspora (profils moins vulnérables que les bénéficiaires du programme PARI-JEDI). • <u>Programme pour accompagner la réinsertion socio-professionnelle des enfants de la rue</u> (Partenariat FNE – MINAS) : Accompagnement aux enfants des rues vers des métiers et projets financés par le FNE. A peu près 150 enfants du centre de Yaoundé (Poste centrale / Mahima / rue Kennedy). • <u>Programme d'Appui au Développement des Emplois Ruraux (PADER)</u>. L'objectif de ce projet est de promouvoir l'emploi et lutter contre la pauvreté en milieu rural. Il vise à renforcer les capacités des apprenants à travers la formation dans le but de développer des AGR. Le programme a accompagné plus de 100 000 personnes. Le FNE accorde un prêt aux bénéficiaires, dont les mensualités sont très échelonnées et les taux d'intérêt faibles. • <u>Collaboration avec l'OFII</u> : cofinancement de la réintégration de Camerounais de la diaspora ; distribution de kits d'installation.
<p>Partenariats</p>	

<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le FNE est membre de la structure de coordination gouvernementale animée par l'OIM dans le cadre de l'IC UE-OIM mais n'a pas pris en charge de migrants depuis lors notamment en raison de manque de fonds. • Le FNE dispose de partenariats avec la majorité des structures de formation professionnelle au Cameroun. Un budget de l'État était prévu par le passé pour financer 1) les frais de scolarité des apprenants ; et 2) le placement en stage (notamment dans le cadre du programme PED). Cependant, les financements de l'État n'ont pas été renouvelés et le FNE n'est plus en mesure de couvrir ces coûts. • Le FNE est très flexible pour nouer des partenariats avec des entreprises susceptibles de recruter des salariés, y compris celles du secteur informel. Ceci pourrait bénéficier à un certain nombre de migrants de retour. • Il est prévu que le FNE soit mobilisé pour faire du placement dans l'emploi à l'issue des formations proposées par les centres de formation professionnelle publics (comme le CFPE) sous le futur programme PEAC en facilitant le placement dans les entreprises partenaires. Les modalités d'implications du FNE n'ont cependant pas encore été confirmées.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le sous-dimensionnement des projets en termes de financements ne permet pas toujours de les mener à terme ; • La coordination est inexistante à l'heure actuelle avec les autres agences de l'État mobilisées sur les questions d'emploi. Il est attendu que la future création du CNE permette une meilleure répartition des tâches et des mandats entre les différents acteurs publics.
<p>Autres remarques</p>	<p>Le MINEFOP envisage de développer des formations courtes de trois à six mois pour permettre la reconversion des actifs et renforcer l'employabilité des jeunes diplômés. Ce format serait particulièrement pertinent pour les migrants de retour.</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>NZIGA OBAMA</p>
<p>Contact</p>	<p>677750719</p>

2.4. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables

Fiche Partenaire 23 : Projet Intégré pour la Promotion de l'Auto-Développement (PIPAD)

Projet Intégré pour la Promotion de l'Auto-Développement (PIPAD)	
Pays	Cameroun
Région	Centre, Littoral
Ville	Douala et Yaoundé
Structure et offre de services	
Type de structure	ONG
Type d'appui apporté	Communication concernant les questions liées au développement, la santé publique et les risques liés à la migration irrégulière.
Financements principaux	Le PIPAD bénéficie de trois principales sources de financement : <ul style="list-style-type: none"> • Mécènes locaux ; • Municipalités ; • Coopération italienne.
Organisation et gouvernance	Le PIPAD dispose d'un réseau de 23 volontaires dont huit journalistes.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Deux principaux canaux de communication :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation et accompagnement du changement des pratiques avec des approches communautaires mobilisant les membres de la société civile locale. Plus précisément, les bénéficiaires sont les populations vulnérables dans des petites municipalités des régions Centre, Littoral, et Nord. Dans ces villages, le PIPAD conduit des actions de sensibilisation / communication au sein de zones reculées concernant les risques de la migration irrégulière et les bonnes pratiques en matière de renforcement de la cohésion sociale. Pour ce faire, le PIPAD adopte une approche communautaire de formation de formateurs pour les leaders et membres d'associations locales • Campagnes de communication et publication dans les journaux cités ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"> ○ Les campagnes de communication sont diffusées sur quatre radios partenaires : Radio Siantou (Yaoundé, Centre), Radio Sweet FM (Douala, Littoral), Radio Nkwalah (Dschang, Ouest – Financé par la République Italienne et canal principal de diffusion des produits PIPAD) et Radio Vitalis (Bafoussam, Ouest). ○ Au-delà des radios partenaires, les journalistes PIPAD sont répartis sur une douzaine de médias communautaires et nationaux, y compris CAR TV, Canal 2 international. ○ L'organisation peut couvrir plusieurs municipalités en parallèle pour ses actions de sensibilisation ciblées, en plus de ses travaux journalistiques. <p>Le PIPAD peut ainsi proposer des services pertinents en termes de sensibilisation et accompagnement du changement des pratiques dans les municipalités accueillant des migrants de retour, ainsi que des campagnes de communication de plus grande ampleur au niveau de Yaoundé et de Douala.</p>

Suivi des bénéficiaires	Suivi avec les leaders communautaires pour valider (1) la mise en œuvre effective des recommandations faites par le PIPAD ; et (2) les changements de comportements. Sur la base déclarative des participants aux formations et des retours des leaders communautaires formés.
Partenariats	
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de renouvellement prévu pour l'instant du partenariat qui existait avec l'OIM depuis 2020. Celui-ci visait à proposer une série d'émissions avec des intervenants sur les radios partenaires afin de contribuer à sensibiliser la population camerounaise 1) aux risques de la migration irrégulière, et 2) les difficultés de la réintégration des migrants de retour. Le paiement de la dernière tranche de ce partenariat est toujours en attente pour raison administrative. • Actuellement, les financements sont souvent des financements privés locaux afin d'améliorer les conditions de vies des populations, ou des financements publics des autorités locales dans la Menoua, ainsi que des fonds italiens.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Le réseau a de la marge de manœuvre pour prendre en charge plus d'activités de communication et de sensibilisation.
Remarques	
Défis exprimés	Selon le PIPAD, l'un des principaux manques du premier partenariat conclu dans le cadre de l'IC UE-OIM a été de se limiter à inviter des entrepreneurs locaux et ne pas avoir d'intervenants de l'OIM expliquant les programmes de réintégration.
Contacts	
Point focal	Marshall Foko – Volontaire à Douala.
Contact	+237 694 47 77 82

Fiche Partenaire 24 : Trauma Center

Trauma Center	
Pays	Cameroun
Région	Centre
Ville	Yaoundé
Structure	
Type de structure	ONG
Type d'appui	Soutien psycho-social
Financements principaux	GIZ
Organisation et gouvernance	<p>Le Trauma Center dispose de plusieurs services proposant les accompagnements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Service médical (centre de santé), • Service social (en charge des questions de réinsertion sociale) ; • Service de gestion des conflits ; • Cellule de renforcement de capacités à destination des ONG, des OSC et des autorités publiques locales (comme les municipalités). <p>Le Trauma Center dispose également d'une équipe de sept psychologues, donc quatre sont mobilisés à temps complet. Le renforcement de l'équipe est envisagé afin de répondre aux demandes de partenariat de la part de PTF.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	<p>Le Centre accompagne deux types de bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des victimes de violences en général (violences verbales et physiques), ne ciblant pas un profil spécifique mais l'ensemble des patients référés vers leurs services dans le cadre de projets ou par des structures de santé publiques ; • Des ONG et OSC locales (travaillant sur un grand nombre de secteurs et pas nécessairement spécialisées en santé) pour renforcement de capacités.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • En 2020, 17 patients (migrants de retour) ont été référés par l'OIM vers le Trauma Center. En 2022, des pourparlers avec l'OIM ont été menés, relatifs à la création d'une antenne permanente mettant à disposition à temps plein des praticiens du Trauma Center pour les personnes prises en charge avec l'OIM. Aucun accord n'a cependant été conclu à ce stade. • Réhabilitation des victimes de violences, financée par différents PTF : 100 patients pris en charge chaque trimestre en 2022. • Deux projets financés par la GIZ (Projet GOPA) et l'Université Protestante d'Afrique centrale, de renforcement des capacités des structures de prise en charge sanitaire et des acteurs de la société civile, sont également en cours de mise en œuvre.
Détails sur l'offre de service	
Identification, prise en charge	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de l'IC UE-OIM, un référencement des bénéficiaires nécessitant une prise en charge psycho-sociale était effectué par l'OIM et le MINAS. Une fois le référencement effectué, une nouvelle évaluation des besoins était assurée par le centre. Si le besoin de prise en charge par le centre était confirmé, celui-ci proposait, en moyenne, trois consultations par semaine aux bénéficiaires. • Ce partenariat dans le cadre de l'IC UE-OIM a donné lieu à d'important défis logistiques, les bénéficiaires étant référencés par l'OIM et le MINAS par groupes, au gré des arrivées, et parfois trop nombreux pour que le centre puisse assurer une prise en charge effective.

<p>Soutien apporté</p>	<p>La prise en charge des migrants de retour par le centre prend en compte les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les violences subies au cours du parcours migratoire ; • La consommation de substances (drogues) et les problématiques de dépendance ; • Le sentiment de sacrifice et d'échec (culpabilité de ne pas avoir été à la hauteur des attentes des membres de la famille ou de la communauté) ; • La stigmatisation et le rejet par les proches. <p>Le centre identifie souvent parmi ces bénéficiaires des symptômes relevant du syndrome de stress post-traumatique (dépression, dépendance, anxiété, etc.). Cependant, d'après les représentants du centre, pour un certain nombre de bénéficiaires, ces symptômes ne conduisent pas nécessairement à un abandon du projet migratoire.</p> <p>Plusieurs types de soutiens sont proposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien individuel ; • Soutien collectif ; ce format, décliné sous la forme de groupes de parole, organisés par thématiques, a permis d'obtenir des résultats positifs ; • Il est également envisagé, dans le cadre de la prise en charge, d'organiser des activités d'expression artistique. <p>En général, les activités ne sont pas déterminées par avance mais définies en fonction des besoins identifiés en cours de traitement.</p>
<p>Partenariats</p>	
<p>Partenariats existants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Avec l'OIM : le partenariat avec l'OIM a été renouvelé en 2021 et a permis, jusqu'à présent, la reconduction du suivi de trois bénéficiaires. Pour l'année 2022, l'objectif évoqué était de faire des orientations un peu plus systématiques des migrants de retour vers des services d'appui psychologique comme le Trauma Center, avec notamment plus de praticiens à Douala pour augmenter les capacités de prise en charge. Cependant rien n'a été confirmé jusqu'à présent. Ce type de services serait particulièrement pertinent pour les migrants de retour afin d'éviter le décrochage des programmes d'insertion vers et dans l'emploi, où des facteurs externes tels que le sentiment d'exclusion et les traumatismes passés peuvent avoir un impact majeur. • Avec d'autres PTF, institutions académiques et ONG partenaires finançant des activités du Trauma Center : le Trauma Center fait partie d'un réseau d'ONG locales financées par les mêmes partenaires : Peuple du Monde (Organisation Allemande) ; Service Civil pour la paix ; la GIZ (Projet GOPA) ; et l'Université Protestante d'Afrique centrale. Ces organisations financent des services de (1) réhabilitation des victimes ; (2) renforcement de capacité des acteurs de terrain ; et (3) gestion de conflits.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il existe un vrai manque de connexion entre le soutien psychologique et ce qu'on propose aux migrants de retour en termes de réintégration économique. Le centre décrit un sentiment des patients de ne pas être compris dans leurs aspirations, qui explique souvent l'abandon des emplois proposés. • Actuellement, le Trauma center propose un suivi régulier aux patients référés au centre par ses partenaires avec des réunions hebdomadaires ou bi-hebdomadaires. En revanche, il n'existe pas d'approche intégrée où le centre travaille en coordination avec des organismes de réinsertion économique ou de formation.
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Christian Ngueudieu Médecin traitant</p>
<p>Contact</p>	<p>+237 656 49 18 49</p>

3. FICHES ACTEURS

Les Fiches Acteurs listent les structures clés intervenant dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'entrepreneuriat, du soutien à l'essor du secteur privé ou à l'accompagnement de publics vulnérables qui pourraient également constituer des partenaires pertinents pour l'Union européenne à moyen terme.

Fiche Acteur 1 : Agence Française de Développement (AFD)

Agence Française de Développement (AFD)	
Pays	Cameroun
Région	Centre (Yaoundé)
Principal instrument de financement des projets mentionnés	<p>Contrat de Désendettement et de Développement (C2D)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : 2012 (CFM) / 2014 (CFPS) – 2023 ; • <u>Budget</u> : C2D : 60 millions EUR – avec une dernière tranche de 6 millions EUR pour la fin du projet en 2022-2023.
Formation professionnelle et technique	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de centres de formation aux métiers non agricoles en milieu rural (CFM) • Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture de l'élevage et de la pêche au Cameroun (AFOP).
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Projet de centres de formation aux métiers non agricoles en milieu rural (CFM)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : 2012 (CFM) / 2014 (CFPS) – 2023 ; • <u>Budget</u> : 10 millions EUR <p>Il est prévu que huit centres de formation soient construits sous la supervision du MINEFOP et la participation du secteur privé.</p> <p><u>Centres de formation aux métiers non agricoles en milieu rural (CFM) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La construction de cinq centres était prévue dans les villes de Maroua, Ebebda, Ndop, Bandjoun. La construction de centre de Ndop a été abandonnée compte tenu de l'instabilité politique et sécuritaire ; • L'objectif de ces centres est de développer et dispenser des formations en alternance (50% d'apprentissage en entreprise), afin de développer les compétences techniques des apprenants dans les secteurs porteurs ; • Il est prévu que ces centres prennent la forme Groupement d'Intérêt Publics (GIP), lesquels mobiliseraient les petites entreprises des secteurs concernés. Chaque centre sera spécialisé selon les filières pertinentes du bassin économique dans lequel il est localisé (par exemple, l'élevage à Maroua, le maraîchage à Bandjoun). La construction de ces centres est en cours, ceux-ci n'étaient pas encore opérationnels à la date de rédaction du rapport. <p><u>Centres de formation professionnels et sectoriels (CFPS) :</u></p> <p>La construction des CFPS est également financée dans le cadre du second C2D, en partenariat avec le Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) et le MINEFOP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il était prévu que ces centres soient situés dans les bassins d'emploi industriels de Douala et d'Edéa. Cependant l'enveloppe budgétaire allouée au moment de la définition du programme ne paraît plus, compte tenu de

	<p>l'inflations, suffisante pour assurer la construction du deux centres. Il est probable qu'un seul soit finalement construit, à Edéa, avec une spécialisation en transport logistique, d'ici la fin du C2D en 2023 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce type de centre doit accueillir des apprenants diplômés du premier cycle du secondaire (BEPC, CAP) ainsi que ceux disposant déjà d'une expérience professionnelle et en mesure de justifier d'un niveau suffisant. La durée de la formation initiale sera comprise entre 6 mois et 3 ans, selon la filière suivie. Il existe également des modules de formation continue d'une durée moyenne de 10 jours, accessibles aux ouvriers et techniciens en activité professionnelle. Chaque centre doit avoir une capacité d'accueil annuelle de 1 200 apprenants en formation initiale et 800 en formation continue ; • L'arrêté ministériel formalisant la création du GIP devant permettre la gestion des CDPS avec le GICAM n'a toujours pas été pris par le MINEFOP, les modalités de l'implication du GICAM n'étant pas encore précisément définies. <p>Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture de l'élevage et de la pêche au Cameroun (AFOP)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : 2008-2023 ; • <u>Budget</u> : 35 millions EUR. <p>La première phase du programme a permis la refonte des contenus des formations sur le principe de l'alternance et le renforcement des capacités des agents des ministères, des centres de formations et des écoles. L'innovation de la seconde phase repose sur la prise en compte de l'insertion et de l'installation professionnelle des jeunes et adultes porteurs de projets, ainsi que de l'évaluation d'un retour sur la qualité des formations dispensées par les centres et écoles rénovés.</p> <p>Le 3e C2D innove par la réflexion gouvernementale entamée sur les modalités de pérennisation des acquis de ces dispositifs. Il ambitionne, pour ce qui est d'AFOP, de former au moins 12 500 jeunes et d'en insérer 9 000 dans le secteur agropastoral et halieutique d'ici 5 ans.</p>
Zone(s) géographique(s)	Tout le pays, avec une concentration sur les zone Littoral et Nord du Pays.
Nombre de bénéficiaires (à date)	<ul style="list-style-type: none"> • CFM : Les centres ne sont pas encore opérationnels ; • AFOP : selon l'AFD, 17 000. Statistique d'insertion : 4 000 emplois directs et 7 500 indirects. 17 à 43% d'augmentation de revenus pour les formés. Une potentielle prochaine étape serait d'accompagner les jeunes formés à fonder des coopératives pour collaborer au niveau de la chaine de valeur (Nouveau programme à définir).
Entrepreneuriat et auto-emploi dans la filière agricole	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Programme national de développement participatif (PNPD) ; • Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales (ACEFA) ; • Programme Intégré de Valorisation et Transformation des Produits Agricoles et Agroalimentaires (TRANSFAGRI) <p>Ces projets sont financés sur le C2D.</p>
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>Programme national de développement participatif (PNPD)</p> <p><u>Durée</u> : 2017 – 2022</p> <p><u>Budget</u> : Non communiqué.</p> <p><u>Objectifs</u> :</p>

- Le programme est déployé dans 11 communes de l'Extrême-Nord où sont proposés des chantiers à haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Il s'agit de chantiers de première nécessité (forage de puits, tracé de pistes rurales).
- Un tiers des salaires versés est affecté à un compte épargne ouvert dans un établissement de microfinance. CARE International (partenaire) soutient les bénéficiaires dans l'élaboration de plans d'affaires, dont l'épargne accumulée dans le cadre des activités de HIMO constituera le capital de départ.
- Les bénéficiaires du projet sont principalement les femmes et les jeunes.
- Le projet a obtenu un financement supplémentaire de 10 millions EUR dans le cadre du FFU, qui a permis d'élargir l'approche HIMO à l'ensemble des 47 communes de l'Extrême-Nord.

Programme d'amélioration de la compétitivité des exploitations familiales agropastorales (ACEFA)

Durée : 2012 – 2021

Budget : 85 millions EUR

Trois principaux axes de mise en œuvre :

- Apporter un appui-conseil aux exploitations familiales et aux organisations professionnelles agricoles : mettre en place un observatoire et appuyer la gouvernance et la gestion.
- Financer les projets des groupements de producteurs et des organisations professionnelles agricoles afin de développer l'appareil de production des exploitations et générer durablement des revenus par le cofinancement d'investissements collectifs à caractère économique, portés par les groupements de producteurs et les organisations agricoles.
- Appuyer le fonctionnement des plateformes d'organisations professionnelles agricoles sous forme de financement d'un programme d'action et d'un budget qui précisera les objectifs, les activités et les résultats attendus ainsi que les indicateurs objectivement vérifiables.

Programme Intégré de Valorisation et Transformation des Produits Agricoles et Agroalimentaires (TRANSFAGRI)

Durée : 2018 – 2024

Budget : Non communiqué

Objectifs : Mettre à disposition des bénéficiaires un ensemble de services (financiers et non financiers) contribuant à la croissance des entreprises dans le secteur primaire.

- Services financiers : deux volets : (1) module d'éducation financière visant à soutenir l'élaboration de demandes de prêts ; (2) sensibilisation des EMF aux besoins des acteurs économiques des territoires. Les premiers résultats étaient en cours de collecte au moment de la rédaction du rapport.
- Services non-financiers :
 - Création de chèques services avec le dispositif de facilitation de l'accès aux services non financiers (DIFASE). Le système propose des services (formations, consultances) à partager entre plusieurs entreprises. L'APME a la charge de l'opérationnalisation du système et organise le recrutement et le paiement des formateurs.
 - L'accès aux formations dispensées par les CFM financé par le C2D.
 - Le développement de « fonds pré-donneurs » dont l'objectif est de mobiliser en association/GIE les acteurs économiques d'une région

	afin de proposer des services à ses membres (mise en réseau, coaching, cartographies, etc.). Une première expérience développée à Obala a démontré l'intérêt de beaucoup d'acteurs pour ce système.
Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> • PNDP : Extrême Nord ; • ACEFA : Toutes les régions ; • TRANSFAGRI : six bassins et sept régions : Centre, Littoral, Sud-Ouest, Ouest, Nord-Ouest, Adamaoua et Nord.
Nombre de bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • PNPD : Les résultats obtenus à ce jour sont probants : six projets communaux ont déjà été achevés, avec mille jeunes recrutés et 400 projets individuels appuyés. • ACEFA : 43% d'augmentation des revenus pour les bénéficiaires. 260k exploitations familiales appuyées et 6000 projets d'investissements productifs financés. • TRANSFAGRI : Le projet compte plus de 2 000 bénéficiaires directs des chèques services et près de 6 000 bénéficiaires des actions de sensibilisation.
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Type de soutien proposé	<p>PROPARCO propose deux types de soutien :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les garanties ARIZ et EURIZ ; <ul style="list-style-type: none"> ○ ARIZ est une garantie en perte finale proposée par l'AFD aux institutions financières pour couvrir 50 % à 75 % d'un prêt individuel ou un portefeuille de prêts aux PME et aux institutions de microfinance (IMF) ○ EURIZ s'inscrit dans la lignée du dispositif de garantie ARIZ développé par le Groupe AFD depuis 2008 mais le nouveau dispositif va plus loin : il se focalise sur des secteurs clés pour le développement durable, notamment les TPME intervenant dans les secteurs agricoles, de la santé, de l'éducation, du numérique, de l'économie verte ou de l'inclusive business mais aussi les jeunes start-up, les entreprises détenues par des femmes ou des jeunes de moins de 25 ans, qui rencontrent des difficultés accrues d'accès aux financements. L'autre particularité d'EURIZ : elle s'adresse à des TPE et PME implantées dans les Caraïbes, dans le Pacifique et en Afrique subsaharienne, notamment dans les pays fragiles. ○ Les garanties ARIZ et EURIZ avaient initialement été proposées aux banques en faveur des autoentreprises et TPE au Cameroun, mais se sont avérées plus utiles aux PME. L'objectif de ces garanties était de faciliter l'accès à l'emprunt. Cependant les TPE avaient des besoins en financement moins importants que prévu par ce système de garantie, ou n'arrivaient pas à obtenir des emprunts lorsqu'elles le souhaitaient. • Le projet Impact+ a été conçu avec la DUE en complément de cette première approche dans le but de couvrir de manière plus adéquate les besoins des TPE avec des plus petits objectifs de financement.

<p>Information sur les projets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • ARIZ : Proparco, pour le compte de l'AFD, a signé un partenariat avec Société Générale Cameroun dans le cadre du programme ARIZ. L'objectif est de stimuler l'octroi de financement de moyen et long terme aux petites et moyennes entreprises opérant au Cameroun, pour un montant cumulé de 9 839 355 000 FCFA (soit 15 millions EUR). • Impact+ : Proparco s'appuie sur les enseignements des garanties ARIZ afin de proposer un soutien plus adapté aux très petites entreprises. Le modèle est en cours de développement.
<p>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</p>	
<p>Ancrage et relations institutionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du soutien au renforcement du secteur de la formation professionnelle et technique, le contrat C2D est mis en œuvre en partenariat avec le MINEFOP. • Dans le cadre du soutien au développement rural sur le continuum de projet AFOP, ACEFA et TRANSFAGRI, ancrage au MINADER : <ul style="list-style-type: none"> - Partenariat non financier avec l'APME ; - Soutien financier au ministère des Finances (MINFI) ; - Coordination avec le MINEPAT sur le projet TRANSFAGRI.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Alors que le contrat C2D s'achève, l'AFD est en recherche de partenaires dans le cadre des prochaines étapes de programmation et de soutien au secteur de la formation professionnelle et technique. Les instituts de formation professionnelle actuellement financés répondent aux critères d'intérêt pour les migrants de retour tant en termes de géographie que de filières. Ils pourraient représenter des partenaires intéressants pour la réintégration des migrants de retour ; • Des fonds de réserve pourraient être engagés dans le but de pérenniser les résultats acquis dans le cadre des projets AFOP, ACEFA, et TRANSFAGRI, notamment à travers une appropriation par des coopératives locales. Dans ce cadre, l'AFD espère pouvoir capitaliser sur l'expérience réussie des « fonds pré-donneurs ». Ces derniers pourraient notamment être utilisés pour développer l'entrepreneuriat féminin ; • Une étude en cours de finalisation pour orienter les futurs investissements de l'AFD à l'issue des programmes existants (AFOP, ACEFA, et TRANSFAGRI) ; elle porte sur les défis de l'écosystème rural.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'AFD note des attentes importantes de la part des acteurs nationaux dans le cadre du renforcement de la formation professionnelle et technique. L'Agence attend cependant la finalisation de la construction de centres avant de considérer les prochaines étapes dans ce domaine. • Le dialogue sectoriel s'est significativement affaibli en marge de l'épidémie de Covid-19. L'AFD reprend progressivement contact avec la Coopération allemande, la FIDA, mais il n'existe pas encore de dialogue sectoriel efficace (s'il existe des groupes de travail sur certaines thématiques, comme l'éducation et l'agriculture par exemple, il n'en existe pas encore sur la formation professionnelle et l'entrepreneuriat).
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Marie DE POITEVIN - Chargée de projets – Formation professionnelle et Emploi</p>
<p>Contact</p>	<p>+237 222 22 00 15 +237 693 53 56 18 depoitevinm@afd.fr</p>

Fiche Acteur 2 : Deutsche Gesellschaft für Zusammenarbeit (GIZ)

Deutsche Gesellschaft für Zusammenarbeit (GIZ)	
Pays	Cameroun
Région	Centre (Yaoundé) – Région Nord
Formation professionnelle	
Nom du projet	Skills Initiative For Africa (SIFA)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Le projet porte sur l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat. Il vise notamment à la mise en adéquation des compétences des demandeurs d'emplois avec les besoins du marché du travail.</p> <p>Le projet est mis en œuvre avec la Commission de l'Union Africaine dans huit pays dont le Cameroun (avec l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Togo et la Tunisie).</p> <p>Le projet est organisé en fenêtres de financement visant à financer des subventions pour des projets sélectionnés dans le cadre d'appels à candidature.</p> <p>La première fenêtre de financement du projet est maintenant fermée. En revanche, les fenêtres de financement II et III devraient ouvrir les appels à projets respectivement en décembre 2022 et janvier 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fenêtre de financement II vise à proposer des subventions de 1 à 1,5 millions EUR afin de financer des institutions de formation publiques et privées ; • La fenêtre de financement III vise à proposer des subvention plus petites (de 150 000 EUR à 400 000 EUR) sur des projets plus ciblés dans la formation digitale, le secteur informel, ou ciblant des profils vulnérables, les femmes et les jeunes.
Durée du projet	2021-2026
Zone(s) géographique(s)	Régional.
Budget	Non communiqué – Fonds de la KFW et de l'Union Européenne.
Nombre de bénéficiaires	Non communiqué.
Entrepreneuriat et auto-emploi dans la filière agricole	
Nom du projet	Projet d'Appui à la Résilience Socio-Économique des jeunes II (PARSE II) Suite du PARSE I (financé à hauteur de 7 millions EUR par l'UE et 3 millions EUR par le gouvernement allemand).
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>Le projet PARSE II couvre les questions de résilience économique (employabilité et intégration sur le marché de l'emploi) des jeunes vulnérables (15-35 ans) dans les régions du Nord et Extrême-Nord du Cameroun. Le projet propose des formations professionnelles et du renforcement de capacités (notamment de la remise de matériel et de l'accompagnement au lancement d'entreprises). Les activités sont adaptées aux profils des différents bénéficiaires (y compris les moins éduqués et les plus démunis). Le projet PARSE II inclut une composante HIMO et une composante de soutien à l'entrepreneuriat.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Développement de formations de courte durée dans les CMPJ</u> : Le projet se base sur une approche en collaboration avec les CMPJ. La formation des bénéficiaires a été conçue sur une durée de 3 à 9 mois avec une forte dimension pratique afin de limiter le taux de déperdition. Les formations incluent par ailleurs toutes une période de stage, souvent facilitée par des anciens bénéficiaires du PARSE I, aujourd'hui employés ou entrepreneurs

	<p>(réseau de 4 600 bénéficiaires de la phase I du projet déjà intégrés sur le marché du travail). Cette approche « <i>Interns for all</i> » est appréciée par le ministère de la Jeunesse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Soutien au démarrage d'activités entrepreneuriales</u> : Les opportunités de placement au sein d'entreprises formalisées étant très limitées, les bénéficiaires des formations sont pour la plupart orientés vers un parcours de soutien à l'entrepreneuriat, dans le cadre de coopératives d'entreprises. Pour assurer cet accompagnement, la GIZ s'appuie sur sept ONG locales (contre cinq internationales lors de la phase I). Les CMPJ participent également, dans la mesure de leurs capacités, au suivi du développement des entreprises après leur lancement. • <u>Soutien à l'accès aux financements</u> : Les bénéficiaires sont également enregistrés auprès de l'ONJ, dans le but de faciliter leur accès aux services financiers. L'accès aux financements est cependant un défi majeur, les microentreprises étant la plupart du temps trop fragiles pour être éligibles à un prêt. Pour cette raison, la GIZ a privilégié une approche basée sur le 'Cash for work' en partenariat avec le PNUD et le FNE (mobilisation des bureaux de l'emploi communal au sein de cinq communes – dont Garoua – dans le but de proposer des activités HIMO à 600 bénéficiaires).
Durée du projet	2020-2022
Zone(s) géographique(s)	Régions septentrionales
Budgets	5 millions EUR
Nombre de bénéficiaires (objectif)	1 500 bénéficiaires directs au sein de 70 municipalités.
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Noms et principaux objectifs des projets	<p>Promouvoir l'investissement direct en Afrique (plateforme WIDU.africa) <u>Durée</u> : 2019 – 2023 <u>Budget</u> : Non communiqué. <u>Objectifs</u> : A travers WIDU.africa, le projet subventionne les transferts monétaires de particuliers issues des localisées en Allemagne, en France, en Autriche, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suisse et en Suède. Le projet vise à réorienter ces flux vers des investissements productifs.</p> <p>Migration et Diaspora <u>Durée</u> : 2019 – 2022. <u>Budget</u> : Non communiqué. <u>Objectifs</u> : Renforcement de la gouvernance des migrations, activités de sensibilisation relatives à la migration régulière, soutien au transfert d'expertise de la diaspora.</p>
Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> • WIDU : Cameroun, Éthiopie, Ghana, Kenya, Togo, Tunisie ; • Migration et diaspora : 22 pays dont le Cameroun.
Nombre de bénéficiaires	Non communiqué.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du PARSE II, la GIZ a noué un partenariat avec le MINADER dans l'objectif d'une refonte du référentiel de formation dans le domaine de l'agriculture.

	<ul style="list-style-type: none"> • En septembre 2022, le MINEFOP et le MINEJEC se sont engagés à accompagner les CMPJ dans le cadre du développement de leurs réseaux d'incubateurs (sur la base de l'expérience issue de plusieurs projets, y compris celle du PARSE II). Cette déclaration (non encore formalisée) officialise la volonté du gouvernement de s'appuyer sur les CMPJ pour l'incubation d'entreprises (sur la base du modèle développé dans le cadre du PARSE II) • De manière plus générale, l'objectif de la GIZ est de promouvoir l'appropriation des politiques de l'emploi et de résilience locale par les municipalités. Pour ce faire, des partenariats avec des associations locales de promotion de la jeunesse travaillant en partenariat avec les autorités locales ont été développés dans le cadre du PARSE II. Dans le cadre de la poursuite de cet objectif, il est envisagé que le PARSE III inclue une composante de renforcement de capacité des municipalités et des associations de jeunes. • La prochaine étape serait de contribuer aux plans de développement économique des conseils régionaux mais ceux-ci ne sont pas encore opérationnels. Un autre enjeu de la coordination serait de coordonner les initiatives entre autorités publiques locales proches les unes des autres (comme les trois arrondissements de la commune de Garoua qui collaborent rarement ensemble).
<p align="center">Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>La suite du programme PARSE II sera formalisée dans le cadre du PARSE III, pour lequel plusieurs orientations sont à l'étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer des formations spécialisées sur les énergies renouvelables et le solaire. De manière générale, le programme visera à adresser les questions liées au changement climatique ; • Adapter les services proposés au potentiel de chaque individu (notamment identifier les hauts potentiels). Un système est en cours de définition afin de pouvoir proposer des approches différenciées : identifier lors de la formation professionnelle quelles personnes présentent un potentiel entrepreneurial. <p>L'Union Européenne pourrait envisager un partenariat si la GIZ était intéressée par la perspective de développer les enseignements de PARSE au-delà des régions Nord et Extrême Nord dans les principales régions de retour (Littoral et Centre).</p>
Remarques	
<p align="center">Défis exprimés</p>	<p><u>Accès aux services financiers :</u></p> <p>Dans le cadre de ses prochaines phases de programmation, la GIZ ne compte pas faciliter l'accès aux instituts de microfinance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La base économique des autoentrepreneurs est trop fragile (risque de dépendance au crédit) ; • La GIZ n'a pas été en mesure d'identifier des modèles valides et de bonnes pratiques parmi les différents acteurs. <p>La question du financement des projets reste cependant un enjeu critique, et la GIZ poursuit son analyse en vue de proposer à moyen terme des actions de soutien à l'accès aux services financiers. A ce stade, la GIZ se concentre principalement sur le renforcement des capacités des entreprises en termes de gestion financière et comptable.</p> <p><u>Ressources limitées des acteurs publics :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le MINJEC manque de ressources humaines et d'infrastructures permettant d'entretenir et sécuriser le matériel acquis au cours du projet (beaucoup de matériel a été volé).

	<ul style="list-style-type: none"> • La capacité d'absorption des CPMJ demeure également assez limitée notamment en raison du <i>turn-over</i> au sein des employés et des formateurs dans le Nord du pays. <p>Dans le cadre du PARSE III, la GIZ a développé une approche plus décentralisée visant à mobiliser à la fois les équipes internes des CMPJ mais également d'autres centres de formation professionnelle. Le manque de structures et de RH qualifiées demeure cependant une problématique structurelle dans les régions du nord du pays.</p> <p><u>Coordination des acteurs publics</u> : l'un des enjeux réside dans l'harmonisation des approches, redue complexe en raison du nombre d'acteurs publics impliqués dans le secteur de la formation professionnelle et technique (MINEFOP, MINJEC, MINEPAT, ministère de la Famille et de la Femme, ministère du Développement Urbain et de l'Habitat).</p>
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<p>Une brochure relative aux bonnes pratiques sera publiée fin 2022.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Approche didactique des formations</u> : la GIZ est en train de développer un nouveau <i>curriculum</i>, plus didactique, pour les formations prévues dans le cadre du PARSE III. • <u>Diversification des sources de revenus pour les profils vulnérables</u> : par exemple, les approches simplifiées d'apprentissage du e-commerce (compte WhatsApp, online marketing). L'objectif de cette approche est de diversifier les sources de revenus des personnes vulnérables afin qu'elles ne soient pas dépendantes d'une seule activité économique. • <u>Mobilisation des acteurs au-delà du soutien technique</u> : l'organisation d'appels à candidatures de consortium d'associations de jeunes et de municipalités a été particulièrement efficace pour faciliter la mobilisation des acteurs locaux de façon proactive et pérenne. Plusieurs types de mobilisations innovants seront développés dans le cadre du PARSE III.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Andreas Kahler – Chef de Projet PARSE II
Contact	+ 237 698 18 97 44 andreas.kahler@giz.de

Fiche Acteur 3: Banque Africaine de Développement (BAD)

Banque Africaine de Développement (BAD)	
Pays	Cameroun
Région	Centre (Yaoundé)
Formation professionnelle	
Nom du projet	Promotion de l'Entrepreneuriat, l'Amélioration des Compétences et la Compétitivité (PEAC – en cours d'instruction, la validation du projet et la finalisation de sa conception devrait être confirmée au premier trimestre 2023).
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Le projet est toujours en cours d'instruction et prévoit la mise en œuvre de deux composantes : 1) le renforcement du système national de formation professionnelle et 2) l'accompagnement des entreprises créées par des jeunes, des femmes et des personnes en situation de vulnérabilité.</p> <p><u>Actions prévues dans le cadre de la composante 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction de centres ; • Révision du cadre national de certification et du référentiel des programmes ; • Création d'un village des métiers ; • Formation de formateurs ; • Appui à la formation professionnelle à la fois en termes d'accès et de qualité ; • Préparation des jeunes à l'esprit d'entreprise. <p><u>Actions prévues dans le cadre de la composante 2 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'incubateurs d'entreprises dans le cadre des structures de formation professionnelle ; • Renforcement du plateau technique de plusieurs centres de formation. Cette activité inclurait le développement de Centres de formation professionnelle au sein d'entreprises existantes. Par exemple : la Société Camerounaise de raffinage, COMetal, Enio Cameroun (entreprise parapublique d'électricité), la Société camerounaise des dépôts pétroliers, le Port de Kribi (dans le domaine des métiers portuaires et de la mer). Les secteurs couverts seraient : le BTP, l'énergie, les transports, l'économie verte / les emplois verts, et les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). • Le projet inclut une composante relative à la migration (populations vulnérables et déplacées).
Durée du projet	<p>En octobre 2022, la BAD était en mission de préparation afin de finaliser l'instruction du projet et confirmer sa pertinence, les acteurs et les activités potentielles du projet.</p> <p>La prochaine phase sera l'évaluation du projet en interne par les équipes de la BAD (prévue avant la fin de l'année) avec des préalables à régler (études environnementales, architecturales à faire par le gouvernement pour s'assurer de son appropriation du processus).</p>
Zone(s) géographique(s)	Centre, Sud, Littoral et Sud-Ouest
Budget	<ul style="list-style-type: none"> • Approximativement 45 milliards FCFA financés par la BAD sous forme de prêt. • En recherche de co-financement pour financer l'intégralité du projet (61,3 milliards FCFA).
Nombre de bénéficiaires (objectif)	En cours de développement des indicateurs de résultats.

Entrepreneuriat et auto-emploi dans le secteur agricole

Nom des projets	<p><u>Deux principaux projets</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet Développement des Chaînes de Valeurs Élevage et Pêche (PDCVEP) ; • Projet Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles (PDCVA).
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>La BAD est intervenue en appui sur les quatre dernières stratégies décennales du gouvernement. L'accent sur le développement des infrastructures et la gouvernance. Le soutien aux infrastructures se concentre actuellement sur des chaînes de valeurs agricoles à travers deux grands projets :</p> <p>Projet Développement des Chaînes de Valeurs Élevage et Pêche (PDCVEP)</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : 2018-2024. • <u>Budget</u> : 65,3 milliards FCFA financés à 84% par la BAD. • <u>Objectifs</u> : le projet se focalise sur les maillons qui entravent le bon fonctionnement des chaînes de valeur bovine, porcine et piscicole et limitent leur compétitivité (amélioration génétique ; engraissement ; abattage, conservation, stockage, transformation et transport). Il est mis en œuvre en partenariat avec le MINEPIA. <p>Projet Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles (PDCVA).</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : 2017-2022. • <u>Budget</u> : 75,5 milliards FCFA financés à 77,6% par la BAD. • <u>Objectifs</u> : le projet couvre trois chaînes de valeur : ananas, palmier à huile et plantain. Le projet est mis en œuvre en partenariat avec le MINADER et a pour objectif d'améliorer la résilience des populations rurales, renforcer la sécurité alimentaire et renforcer la compétitivité des trois filières. Pour ce faire, le projet prévoit : <ul style="list-style-type: none"> - Des investissements dans les infrastructures routières et de production ; - Une composante entrepreneuriale suivant le modèle Agri-preneur développé par l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) ; - La fourniture de matériel / conseil aux acteurs des chaînes de valeur (intrants, matériel de transformation, appui technique).
Zone(s) géographique(s)	Bassins économiques identifiés à travers l'ensemble du territoire
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> • PDCVA : 600 entreprises ; • PDCEP : Producteurs et coopératives (non quantifié), ainsi que 350 diplômés de l'enseignement supérieur accompagnés dans la création d'entreprises.
Nombre de bénéficiaires (à date)	<ul style="list-style-type: none"> • PDCVA : 242 000 bénéficiaires directs dont 50% de femmes et environ 600 entreprises ; • PDCVEP : N/A. Cependant, la phase opérationnelle du projet a été annoncée comme démarrant officiellement en 2022.⁴
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

⁴ <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-la-phase-operationnelle-du-pdcvep-est-lancee/>

<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<p><u>Avec les syndicats d'entreprises et la Chambre de commerce.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La BAD entretient des relations institutionnelles avec le GICAM ainsi que des syndicats d'entreprises comme Mouvement des Entrepreneurs du Cameroun (MECAM) et Entreprises du Cameroun (ECAM). • Il est prévu d'impliquer dans le projet l'ensemble des ministères sectoriels ainsi que le FNE et les collectivités territoriales décentralisées. • La BAD a également développé un certain nombre de partenariats avec des acteurs du secteur privé : Orange et GFN – I for Impact, dans le cadre de l'instruction du projet PEAC. • Le BIT aura la charge de la composante « Accompagnement vers et dans l'emploi » pour proposer une approche intégrée contribuant au maintien dans l'emploi après le placement (en collaboration avec le MINAS). <p>Cette approche impliquant l'ensemble des ministères et des acteurs privés a déjà été mise en œuvre sur d'autres projets comme le PDCVEP ou un comité de pilotage a été mis en place par le MINEPIA.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>La BAD a également engagé un 'Diagnostic pays' dans le but de formuler sa stratégie nationale. Les piliers pré-identifiés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capital humain ; • Transformation structurelle de l'économie (avec un focus sur l'agro-industrie qui nécessite de développer la formation professionnelle).
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Taille des projets</u> : la BAD est habituée à mettre à disposition des lignes de crédit assez importantes. Le seuil des lignes de crédit est cependant apparu trop élevé pour la situation du Cameroun. La BAD évalue donc au cas par cas la situation des acteurs et adapte ses financements à chaque projet. • <u>Modalités d'implication du secteur privé en collaboration avec le secteur public</u> : l'objectif initial dans le cadre du PEAC était de créer des GIP comprenant des acteurs à la fois privés et publics. L'expérience de l'AFD semble démontrer que ce processus est trop complexe à mettre en œuvre avec une combinaison d'acteurs publics et privés. Un modèle associatif pourrait par conséquent être privilégié.
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Claude N'Kodia – Économiste Pays Principal Alfred Régis N. Ouedraogo – <i>Senior Social Development Officer</i> Anne Perovina – Responsable Éducation et Développement des Compétences</p>
<p>Contact</p>	<p>c.n'kodia@afdb.org +237 698 59 46 10 a.r.ouedraogo@afdb.org +237 698 81 06 09</p>

Fiche Acteur 4 : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	
Pays	Cameroun
Région	Tout le pays
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom du projet	<i>ACP Business-Friendly</i>
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>L'action de l'ONUDI dans le cadre du projet ACP se concentre sur deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une veille des Investissements Directs Etrangers (IDE) mise en œuvre par l'agence de promotion des investissements (API – Agence d'État placée sous la tutelle du Premier Ministre et en charge de promouvoir les investissements étrangers au Cameroun) ; • L'amélioration des pratiques de promotion des investissements et le renforcement de la coordination institutionnelle dans l'accompagnement public des entreprises camerounaise. <p>L'objectif du projet est ainsi d'augmenter les IDE européens auprès des PME camerounaises en passant par le renforcement de capacité des agences clefs de l'État : la BSTP, l'APME, le Bureau de Mise à Niveau (BMN - troisième agence d'État en charge du renforcement de capacité des entreprises en plus du BSTP et de l'APME), et l'API.</p> <p>L'ensemble de ces organisations a bénéficié de renforcement de capacités depuis 2019. L'API et la BSTP ont par ailleurs été créées avec le soutien technique de l'ONUDI.</p> <p>Une plateforme en ligne « <i>Invest in ACP</i> » a également été lancée. L'API a répertorié 538 entreprises étrangères installées au Cameroun et susceptibles d'y investir. A ce jour, 280 parmi ces 538 entreprises ont été démarchées avec succès pour s'enregistrer sur cette plateforme qui vise à mettre en contact investisseurs et entreprises camerounaises en croissance. À ce jour, 50 opportunités d'investissement ont été validées via ce média.</p> <p>Indirectement, un des objectifs du projet à travers la promotion des investissements est aussi de créer des emplois formels et décents.</p>
Durée du projet	2019 – 2024
Zone(s) géographique(s)	Tout le pays
Budget	8 millions EUR
Bénéficiaires	Agences publiques engagées dans la promotion des investissements et le développement des entreprises : API, BSTP, APME, BMN.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relations institutionnelles	L'ONUDI a notamment impliqué le <i>European Business Organisation Worldwide Networks</i> (EBO – Réseau international des entreprises européennes en collaboration avec la Commission et le Parlement Européen) pour le renforcement de capacité de l'API dans le suivi des investissements dans le pays.

<p style="text-align: center;">Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>L'ONUDI souhaite continuer son travail sur le renforcement des investissements européens au Cameroun dans ses futurs projets. L'organisation est également en train d'élaborer des pistes de soutien dans plusieurs domaines détaillés ci-dessous. Cependant, aucun projet ou financement n'est confirmé à ce stade. Les pistes incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Soutien au développement de politiques publiques</u> : l'élaboration d'une politique nationale relative aux investissements étrangers est envisagée. • <u>Formalisation des IDE</u> : l'accompagnement de l'EBO pour s'assurer que les 250 entreprises européennes membres prennent place dans l'écosystème économique camerounais et contribuent ainsi en termes d'emplois et d'impôts (Ils doivent obtenir l'autorisation d'enregistrement). • <u>Collaboration internationale</u> : la mise en relation d'entreprises Camerounaises avec les représentations de l'ONUDI dans les pays industrialisés. Cette approche a déjà été explorée avec la mise en relation du GICAM avec le bureau de l'ONUDI à Tokyo. • <u>Développement de l'entrepreneuriat</u> : le ministère des Postes souhaiterait développer une pépinière d'entreprises digitales avec l'ONUDI. Ce projet n'a pas encore été concrétisé, faute de fonds disponibles. L'ONUDI collabore par ailleurs avec des acteurs clés issus du monde universitaire, lesquels pourraient contribuer au développement d'incubateurs d'entreprises. Par exemple : <i>GFN Center for Impact</i> et l'Institut Polytechnique de Yaoundé I. L'objectif de l'ONUDI est de développer des initiatives sur les questions de l'entrepreneuriat avec ces acteurs. • <u>Stimulation de la croissance des entreprises à travers l'investissement</u> : l'ONUDI souhaite favoriser le développement des entreprises par les investisseurs plutôt que par financement sous forme de prêt. Une option envisagée par l'ONUDI à ce stade serait de créer une garantie à l'investissement afin de proposer une incitation à l'investissement au Cameroun pour les investisseurs étrangers. <p>L'ONUDI pourrait jouer un rôle d'intermédiaire entre les projets de réintégration des migrants de retour et les entreprises clefs en croissance impliquées dans ses propres projets.</p>
Contacts	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Raymond Tavares – Représentant de l'ONUDI au Cameroun. Achille P Ngassam – Coordinateur National pour la promotion des investissements au Cameroun.</p>
<p>Contact</p>	<p>+237 655 07 40 88 r.tavares@unido.org +237 698 909 917 a.ngassam@unido.org</p>

Fiche Acteur 5 : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Pays	Cameroun
Région	Tout le pays
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Rapid Financing Facility – Strengthening MSMEs for economic resilience and recovery in the face of COVID-19 (RFF)</i> • <i>Youth Connekt</i> • <i>Accelerator Lab</i>
Résumé des principaux objectifs des projets	<p><i>Rapid Financing Facility (RFF)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : Non communiqué. • <u>Budget</u> : Non communiqué. • <u>Objectifs</u> : Le projet s'articule autour de trois composantes : <ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement des capacités des TPE et PME (notamment en zone rurale) en termes de gestion et de comptabilité ; • La facilitation de l'accès à un soutien matériel et financier. Plutôt que de financer les entrepreneurs pour leur achats de matériel – comme cela était fait auparavant – le PNUD procède maintenant directement aux achats. Sur le volet financier, le PNUD accompagne le montage des plans d'affaires et les entrepreneurs dans leurs recherches de financements auprès des établissements bancaires. • Le renforcement de l'accès aux marchés : ce soutien s'effectue à travers deux volets : un volet marketing et commerce digital et un volet de standardisation des produits et de mise aux normes. Le second est mis en œuvre en partenariat avec le BMN et le MINPMEESA. <p>L'ensemble du soutien apporté par le PNUD dans le cadre du RRF et détaillé ci-dessus s'effectue de manière progressive : formation technique, fourniture de matériel, puis accompagnement dans un processus de financement. L'accompagnement technique est effectué en partenariat avec des incubateurs partenaires du PNUD, notamment la Société Africaine de Participation (SAPA).</p> <p>Il existe une forte concentration de projets dans le secteur primaire. Cependant, un certain nombre d'initiatives sont liées aux TIC dans la région Sud-Ouest.</p> <p><i>Youth Connekt</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : Document projet signé en 2019 mais lancement en 2021. • <u>Budget</u> : Non communiqué. • <u>Objectifs</u> : ce projet vise à accompagner la jeunesse de façon holistique, non seulement sur les questions d'insertion dans l'emploi et l'entrepreneuriat mais aussi sur les questions de cohésion sociale, de digitalisation, d'égalité des genres, et de santé sexuelle et reproductive. Il est mis en œuvre en partenariat avec le MINJEC sur le modèle d'un projet développé au Rwanda. Le projet repose sur un modèle de 'compétition à l'innovation' (<i>Innovation Challenge</i>) où les bénéficiaires sont sélectionnés dans le cadre d'un appel à

	<p>projets⁵ visant à identifier les plus innovants (notamment des projets d'entreprises susceptibles de créer de l'emploi).</p> <p>Accelerator Lab</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Durée</u> : Non communiqué. • <u>Budget</u> : Non communiqué • <u>Objectifs</u> : ce département du PNUD travaille de façon transversale sur l'ensemble des projets mis en œuvre par le PNUD. L'<i>Accelerator Lab</i> est un réseau qui comprend 60 laboratoires implantés dans près du tiers des pays du monde, dans le but d'accélérer considérablement la capacité du PNUD à tester l'efficacité des solutions reliées au développement et à créer des effets domino. <ul style="list-style-type: none"> ○ L'<i>Accelerator Lab</i> a notamment travaillé sur les questions d'orientation afin de faciliter la mise en relation des lycéens et des étudiants du supérieur avec les formations les plus adaptées après leurs diplômes. Des réunions de sensibilisation à certaines filières sont organisées avec des entreprises partenaires comme la société Orange.
Zone(s) géographique(s)	Essentiellement dans le nord et le sud-ouest du pays.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	Le PNUD collabore notamment avec le MINJEC (et l'ONJ) sur Youth Connekt, ainsi que le MINPMEESA sur le RFF.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> • L'un des objectifs du PNUD est de renforcer les capacités et la pérennité des incubateurs d'entreprises dans ses futurs projets (non définis à l'heure actuelle). L'Union Européenne pourrait considérer des synergies avec le PNUD afin de cibler des incubateurs dans les régions d'intérêt pour les migrants de retour (Douala et Yaoundé). Le PNUD peut s'appuyer sur son expérience se concentrant jusqu'à présent dans les autres régions du Cameroun. • Une seconde opportunité de partenariat pourrait être de référer les migrants de retour auprès des entreprises partenaires des programmes existants (comme Orange qui participe aux activités organisées par l'<i>Accelerator Lab</i>).
Remarques	
Leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Modalités de financement</u> : Il est estimé que le taux de recouvrement des prêts reste très faible parmi les entreprises soutenues par les projets du PNUD. Pour assurer le succès du soutien financier et le recouvrement effectif du prêt, il faut que l'entreprise qui emprunte présente des garanties de solvabilité. Prenant cet enjeu en compte, les projets mis en œuvre par le PNUD n'accompagnent que les entreprises les plus avancées dans le croissance dans la recherche de financements. Cet accompagnement n'intervient qu'après la phase de renforcement de capacité. • <u>Formalisation des entreprises</u> : les entreprises tendent à évoluer dans le secteur informel afin d'échapper à l'imposition. Une réforme des politiques publiques visant à mettre en place des mécanismes d'incitation à la formalisation devrait être encouragée. La maturité des entreprises doit également être prise en compte dans le cadre du processus de formalisation (les structures soutenues par le PNUD ne sont pas encore suffisamment matures pour entreprendre cette démarche).

⁵ Exemple : https://procurement-notices.undp.org/view_file.cfm?doc_id=273248

	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Renforcement de capacité des incubateurs</u> : en amont du renforcement de capacités des entreprises, le renforcement des incubateurs et la standardisation de leurs approches est essentiel. Dans cette perspective, le MINPMEESA, a entrepris un travail de formalisation et de certification des incubateurs existants. • <u>Coordination</u> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Il n'existe pas encore de groupe de travail sur les questions d'emploi et de formation des jeunes au Cameroun. Par son mandat, le MINJEC devrait avoir la charge de la coordination des actions menées par les différents acteurs actifs dans le domaine de l'accompagnement des moins de 35 ans. ○ En particulier, l'ONJ est présent sur tout le territoire avec des antennes d'enregistrement des jeunes dans les CMPJ. Il devrait jouer le rôle de guichet unique pour les services à proposer aux jeunes et un rôle de coordination. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.
--	---

Contacts

Point(s) focal(aux)	Tenzin Rangdol – Recovery Program Specialist
Contact	tenzin.rangdol@undp.org

Fiche Acteur 6 : Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM)

Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM)	
Pays	Cameroun
Région	Littoral (Douala)
Organisation	
Gouvernance	<p>Le site internet du GICAM décrit en détail la structure de gouvernance du groupement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>L'Assemblée générale</u> <p>Organe suprême du Groupement, elle est constituée de l'ensemble des adhérents et se réunit deux fois par an en session ordinaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Le Conseil d'administration</u> <p>Organe exécutif du GICAM, il est élu pour une durée de cinq ans par l'Assemblée générale et se réunit une fois par mois. Il est chargé de définir la politique générale, la vision stratégique de l'organisation et la mise en œuvre du programme du Groupement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Le Président du Conseil d'administration</u> <p>Il préside au fonctionnement du Groupement, dispose des pouvoirs les plus étendus que lui donnent la loi, les statuts et le règlement intérieur, pour agir au nom du Groupement vis-à-vis des tiers.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>La Direction Exécutive</u> <p>Organe administratif permanent du GICAM, la Direction Exécutive est chargée de l'exécution des missions du Groupement selon les politiques arrêtées par le Conseil d'administration. Dirigé par un Directeur exécutif, il participe à la formulation des axes de réflexion sur le développement des activités ainsi qu'à la promotion des valeurs prônées par le Groupement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Les Commissions</u> <p>Les dix commissions du GICAM sont assistées par les départements de la Direction Exécutive, qui assurent la mission de rapporteur. Chaque commission est constituée par des adhérents volontaires et présidée par un membre du Conseil d'Administration. Ces commissions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commission « Fiscale, parafiscale et douanière » ; - Commission « Économie numérique » ; - Commission « Économie et Développement de l'entreprise » ; - Commission « PME et Financement du secteur privé » ; - Commission « Sociale, Emploi et Acquisition des compétences » ; - Commission « Affaires internationales et Relations avec la diaspora » ; - Commission « Amélioration de l'environnement des affaires » ; - Commission « Gouvernance, Éthique et RSE » ; - Commission « Affaires juridiques, Contentieux et Réglementation » ; - Commission « Entrepreneuriat féminin ». <p>Les commissions sont des cadres de rencontre et de concertation au sein desquels les représentants d'entreprises analysent les situations sectorielles et font des propositions.'</p>

Objectifs de l'organisation	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès à l'information ; • Faciliter l'accès aux financements ; • Aider au montage de plans d'affaires ; • Renforcer les capacités techniques et managériales ; • Faciliter la mise en relation entre les fournisseurs et les donneurs d'ordre ; • Autonomiser les femmes entrepreneures ; • Développer le contenu local dans le secteur agroalimentaire.
Date de création	1961 – D'abord un groupement d'entreprises françaises puis d'entreprises locales.
Zone(s) géographique(s)	Le GICAM travaille avec les entreprises présentes sur l'ensemble du territoire national, même s'il ne dispose pas de bureau implanté dans toutes les régions
Budget	2021 : 897 000 000 FCFA 2020 : 978 000 000 FCFA
Nombre de bénéficiaires (objectif)	Le GICAM a pour objectif de recruter 100 nouveaux membres chaque année.
Nombre de bénéficiaires (à date)	En 2021, le GICAM comptait 927 membres (entreprises) et groupes de membres (associations d'entreprises).
Renforcement de capacité des entreprises et des salariés	
Nom du projet	Le principal projet du GICAM est le projet de création des CFPS (Centres de formation professionnels et sectoriels), financé par l'AFD (cf. Fiche Acteur 1 : Agence Française de Développement).
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>Comme mentionné dans la FA#1, le projet initial portait sur la construction de deux centres. Cependant, les délais et les contraintes budgétaires et foncières amènent désormais à envisager un seul Centre, celui d'Edéa. Le chantier de construction n'a pas encore commencé.</p> <p>En attendant les constructions, le GICAM joue un rôle de partenaire technique local dans une phase dite « Zéro », lancée depuis quatre ans : des référentiels de formation ont été élaborés pour six modules pilotes, des formateurs formés et des formations pilotes organisées chaque années en utilisant les équipements de centres déjà existants (que le GICAM loue), ou les plateaux techniques d'entreprises partenaires.</p>
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès aux financements	
Nom des projets	SIFA – Skills Initiative For Africa, mis en œuvre avec la GIZ sur financement de l'Union Européenne.
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>La GIZ met en œuvre le programme « SIFA – Skills Initiative For Africa » financé par l'UE, en partenariat avec le MINEFOP et le GICAM en vue de développer l'entrepreneuriat mais aussi l'employabilité des jeunes.</p> <p>Dans le cadre de ce projet, la GIZ travaille avec le Centre de Développement de la PME (CDPME), l'organe spécialisé du GICAM en charge de l'accompagnement des PME et du soutien à l'entrepreneuriat sur trois axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La conception d'un programme d'accélération des entreprises ; • Des journées 'portes ouvertes des compétences' au GICAM qui visent à proposer des services d'intermédiation sur le marché du travail pour des profils spécialisés sur des métiers en tensions dans l'industrie notamment ; • L'aménagement et l'équipement d'une salle d'incubation au CDPME.

Durée des projets	2021-2026
Zone(s) géographique(s)	Douala
Remarques	
Défis exprimés	<p>Les principaux défis auxquels le GICAM considère que l'écosystème n'est pas en mesure de répondre à l'heure actuelle sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La difficulté de trouver des ressources humaines avec les bonnes compétences pour les entreprises. Le marché du travail est considéré comme bloqué au Cameroun non seulement en raison de l'informalité mais surtout selon le GICAM en raison du manque de compétence adéquates. C'est pour cette raison que le groupement essaye de contribuer à la réforme des instituts de formation. • La question du financement des entreprises pour permettre leur croissance.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>Le GICAM s'est progressivement positionné comme l'intermédiaire et de partenaire technique clef du secteur privé tant sur la question de 1) la formation professionnelle (où il est impliqué sur des projets phares), que 2) sur l'intermédiation avec des entreprises de différentes tailles et ayant des besoins de recrutement (où son réseau d'entreprise membres est le plus large et diversifié du pays).</p> <p>L'Union Européenne pourrait considérer l'implication du GICAM tant dans la conception que dans la mise en œuvre de projets dans ces deux secteurs.</p>
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Vincent KOUETE
Contact	+237 699572114 / 233423141

Fiche Acteur 7 : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	
Pays	Cameroun
Région	Centre (Yaoundé)
Formation professionnelle et résilience	
Nom du projet	Intensification de la production maraîchère dans les zones périurbaines de Douala et Boya.
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Le projet vise à développer la production de tomate et d'oignon en ciblant spécifiquement les foyers vulnérables disposant d'un jardin en zones urbaines et périurbaines.</p> <p>L'essentiel du programme consiste à fournir des intrants et des formations aux petits producteurs. Les personnels des ministères en charge de la production (MINEPIA, MINADER, ministère de l'Environnement et des forêts, MINSANTE pour les questions de nutrition) sont aussi ciblés par les formations.</p> <p>La plupart des activités sont des exercices pratiques directement mis en œuvre sur les champs de production. Les deux centres urbains de Douala et de Boya ont été choisis en raison de la forte concentration de déplacés internes en situation de vulnérabilité.</p> <p>Au-delà des formations pour la production, le projet inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La remise d'intrants, de matériel de production pour des légumes et fruits ; - Une éducation nutritionnelle pour faire des menus équilibrés, et la formation à la gestion ; - Une formation à la tenue des comptes dans une exploitation ; - La mise en place de plateformes de communication entre les divers maillons de la chaîne de valeur. <p>Le projet est un pilote afin démontrer que le développement de ces filières en zone urbaine est possible. La FAO compte démarrer un plaidoyer auprès du gouvernement et d'autres donateurs pour étendre l'approche dans les six bassins de production identifiés lors de la phase de cadrage. Éventuellement, ce type d'approche pourrait convenir aux migrants de retour vulnérables afin de leur garantir un minimum en termes de nutrition et de revenus.</p>
Durée du projet	2021-2022. Le projet a pris fin en août 2022. Il est possible que celui-ci soit renouvelé et mis à l'échelle (en fonction de l'appui qu'il recevra de la part des bailleurs et du gouvernement).
Zone(s) géographique(s)	Douala et Boya.
Budget	350,000 USD – projet financé par le fonds 'Technical Cooperation Program' (TCP) de la FAO.
Nombre de bénéficiaires	300 ménages avec une moyenne de sept personnes par ménage.
Entrepreneuriat et auto-emploi dans la filière agricole	
Nom du projet	Projet d'Appui au Développement des filières agricoles (PADFA) II – Programme du MINADER

Résumé des principaux objectifs des projets	<p>Accompagnement de la filière semencière entre 2023 et 2026.</p> <p>Dans le cadre de l'accord de partenariat avec le MINADER, il était prévu que la FAO réalise une étude visant à dresser un état des lieux des forces, faiblesses et opportunités dans cette filière, et à élaborer un plan de renforcement de capacités des acteurs des différents maillons de la chaîne de valeur.</p> <p>La FAO doit dans les prochaines années appuyer les laboratoires de recherche semencière et les producteurs de semences en leur fournissant du matériel et des formations.</p>
Durée des projets	La Phase II est prévue de 2023 à 2026
Zone(s) géographique(s)	Région du Nord-Ouest, Ouest, Extrême Nord et Nord.
Budgets	400 000 USD sur six ans (deux phases de trois ans).
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<p>Le nombre maximum de bénéficiaires est de 400 à 600 personnes spécialisées dans la production semencière.</p> <p>Les objectifs de ciblage de la FAO répondent aux normes d'inclusivité : femmes, jeunes et personnes en situation de handicap dans des proportions qui peuvent varier de 10 à 30%</p>
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	Il existe une certaine coordination entre les PTF sur le volet rural au Cameroun grâce au Comité Multi-Partenaire (CMP) Agriculture présidé par la FAO. Il se réunit soit mensuellement, soit à la demande des PTF de manière <i>ad hoc</i> . Chaque partenaire présente ses activités dans un objectif d'éviter les doubles emplois.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>Le projet d'intensification de la production maraîchère était un projet pilote. La FAO cherche des partenaires pour étendre l'approche dans d'autres zones du Cameroun. Les activités proposées sous ce projet avaient un double objectif en termes de nutrition et de résilience qui pouvaient répondre aux besoins immédiats des migrants de retour les plus vulnérables.</p> <p>Dans une moindre mesure, le second projet PADFA II pourrait éventuellement représenter des opportunités de création d'emploi dans les entreprises soutenues, auprès desquelles les migrants de retour avec des formations adéquates pourraient être référencés.</p>
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Fidèle Kegni
Contact	Fidele.Kengni@fao.org

4. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES

Organisation / Auteur	Date	Titre
AFD	2021	Fiches projets Cameroun
Altai Consulting	2021	Rapport final Cameroun. Mécanisme de suivi & apprentissage tierce partie (TPML) du fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique
ARCHIPELAGO	2022	Fiches projets Cameroun
BAD	2020	Étude de faisabilité du projet d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat, à l'amélioration des compétences et la compétitivité dans les secteurs de BTP, transport et énergie (PEAC)
FAO	2021	<i>Emergency assistance to improve food and nutrition security of IDPs in the Southwest region of Cameroon</i>
FAO / Gordon A	2021	<i>Professionalizing farmer organizations through private sector-led models – Capacity development initiatives in Cameroon and Côte d'Ivoire</i>
FAO / Takamgang, M.F. et Lhoste, F.	2022	Investir dans la formation professionnelle des jeunes
FAO, Union européenne et Cirad.	2022	Profils des systèmes alimentaires au Cameroun
ITC	2022	<i>Shetrades - Outlook policy brief</i>
MINEFOP	2020	Annuaire statistique de la formation professionnelle
MINEPAT	2019	Piliers de la stratégie nationale de développement 2020-2030 et dispositif institutionnel de sa mise en œuvre
OFII / Awa Ly et Marion Grégoire	2021	Cartographie des acteurs des dispositifs d'aide au retour et à la réinsertion
OIM/UE	2021	<i>Bi-annual reintegration report</i>
OIM / Nissimaisou, M., A. Salatou et H.D. Tamkam Etala	2021	L'étude des secteurs en croissance susceptibles de générer l'emploi ; des opportunités d'emploi concrètes dans le secteur privé/public et les programmes de formation pertinents pour la réintégration socioéconomique durable des personnes vulnérables et rapatriées.
OIM	2021	Rapport narratif final à l'Union européenne. Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants : Cameroun
OIT / Judith van Doorn et Alice Tall	2017	Diagnostic sur la Formalisation des Entreprises et de leurs Travailleurs au Cameroun
OIT / MINEFOP	2021	Plan d'action national pour l'emploi jeune au Cameroun (2021-2025)
ONUDI	2019	Évaluation indépendante en fin du Programme d'Appui à l'amélioration de la Compétitivité de l'économie camerounaise (PACOM) pour la période de mise en œuvre (septembre 2013 à juin 2018)
PNUD	2021	<i>Accelerator Lab magazine</i>
PNUD	2021	<i>UNDP and Gender in Action special edition</i>

PNUD	2021	<i>UNDP in Action #15</i>
PNUD/BIT/MINEFOP	2016	Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes (PANEJ)
République du Cameroun	2003	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
République du Cameroun	2019	Politique Nationale de l'Emploi
République du Cameroun	2020	Politique nationale de protection sociale (PNPS) au Cameroun
République du Cameroun	2020	SND30 : Stratégie Nationale de Développement du Cameroun
République du Cameroun	2020	Stratégie de développement du secteur de l'industrie et des services
Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales	2018	Microfinance et création d'emplois au Cameroun
UNICEF	2021	Descriptif du programme pays – Cameroun